

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 455

19 février 2015

### SOMMAIRE

5 T Invest S.A. ....	21796	GIT Giessen .....	21825
Arsenic Investment S.à r.l. ....	21799	GRI 4 Investment Giessen S.à r.l. ....	21825
Batipro S.à r.l. ....	21794	Health for Life Capital S.C.A. ....	21809
BIP Investment Partners S.A. ....	21840	Human Design S.à r.l. ....	21798
C.A.I. (Construction et aménagement intérieur) ....	21796	Ideal Standard International Equity S.A. ....	21798
Candriam World Alternative .....	21795	Intaris .....	21797
CEP III Alphyn I S.C.A. ....	21794	Jalucidele S.A. ....	21815
CEREP CVM S.à r.l. ....	21794	Kingberg Investments S.A. ....	21818
Cindy Private S.A. ....	21795	KÖHL Aktiengesellschaft .....	21819
Cindy Private S.A. SPF .....	21795	LFPI US Real Estate S.à r.l. ....	21823
Citadel Administration S.A. ....	21795	Locar SC .....	21822
CLdN ro-ro S.A. ....	21794	MK Astro Lux Holdings S.à r.l. ....	21839
Cyrus Investissements .....	21840	Patentize CE .....	21799
Dematic S.A. ....	21794	Samena (Lux) Global Funds .....	21840
Dematic S.à r.l. ....	21794	Socalis S.à.r.l. ....	21812
Eurocil Luxembourg S.A. ....	21796	ZIM Jamaica Maritime Company S.à r.l. ....	21807
Eurofins Forensics LUX Holding .....	21795		
Eurofins GSC LUX .....	21795		

**Batipro S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1638 Senningerberg, 15, rue du Golf.  
R.C.S. Luxembourg B 148.737.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015010441/9.  
(150011768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

---

**CEREP CVM S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 121.606.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 14 janvier 2015.  
Référence de publication: 2015010491/10.  
(150011947) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

---

**CLdN ro-ro S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.  
R.C.S. Luxembourg B 103.758.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Esch-sur-Alzette, le 11 décembre 2014.  
Pour statuts coordonnés  
Référence de publication: 2015010511/11.  
(150012702) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

---

**Dematic S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. Dematic S.A.).**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 160.226.

Les comptes annuels au 30 septembre 2011, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 20 janvier 2015.  
Référence de publication: 2015010530/11.  
(150011940) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

---

**CEP III Alphyn I S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 176.813.

Les statuts coordonnés suivant le répertoire n° 1634. du 30 mai 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Jean-Paul MEYERS  
Notaire  
Référence de publication: 2015010488/12.  
(150011952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

---

**Cindy Private S.A., Société Anonyme Soparfi,  
(anc. Cindy Private S.A. SPF).**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.  
R.C.S. Luxembourg B 169.774.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 20 janvier 2015.

Référence de publication: 2015010508/10.

(150012075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

---

**Citadel Administration S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.  
R.C.S. Luxembourg B 21.456.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 20 janvier 2015.

Référence de publication: 2015010509/10.

(150012101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

---

**Eurofins Forensics LUX Holding, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.  
R.C.S. Luxembourg B 154.225.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 22 décembre 2014.

Pour statuts coordonnés

Référence de publication: 2015010549/11.

(150011773) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

---

**Eurofins GSC LUX, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.  
R.C.S. Luxembourg B 121.155.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 22 décembre 2014.

Pour statuts coordonnés

Référence de publication: 2015010550/11.

(150012704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

---

**Candriam World Alternative, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-4360 Esch-sur-Alzette, 14, Porte de France.  
R.C.S. Luxembourg B 82.737.

Le rapport annuel au 30 septembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour CANDRIAM WORLD ALTERNATIVE SICAV*

RBC Investor Services Bank S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2015010479/12.

(150012737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

---

**C.A.I. (Construction et aménagement intérieur), Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5316 Contern, 21, rue des Prés.

R.C.S. Luxembourg B 92.587.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Pour C.A.I. S.A R.L.

Signature

Référence de publication: 2015010458/12.

(150012684) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

---

**Eurocil Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1746 Luxembourg, 2, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 89.149.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 Janvier 2015.

Michael Watrin

Administrateur

Référence de publication: 2015010580/13.

(150012185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

---

**5 T Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 138.122.

**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

*Extrait*

Il résulte d'un acte d'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (clôture de liquidation) de la société «5 T INVEST S.A.», reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 22 décembre 2014, enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 30 décembre 2014. Relation: EAC/2014/18489.

- que la société «5 T INVEST S.A.» (la «Société»), société anonyme, établie et ayant son siège social au 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 138122,

constituée originellement sous la dénomination «4 T INVEST S.A.» suivant acte notarié reçu par le notaire soussigné en date du 10 avril 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), le 22 mai 2008, sous le numéro 1247 et page 59841. Les statuts de la Société furent modifiés pour la dernière fois suivant une assemblée générale extraordinaire des actionnaires qui s'est tenue par devant le notaire soussigné en date du 14 décembre 2011, laquelle fut publiée au Mémorial, le 31 janvier 2012, sous le numéro 253 et page 12117,

se trouve à partir de la date du 22 décembre 2014 définitivement liquidée,

l'assemblée générale extraordinaire prémentionnée faisant suite à celle du 12 décembre 2014 aux termes de laquelle la Société a été dissoute anticipativement et mise en liquidation avec nomination d'un liquidateur, en conformité avec les article 141 et suivants de la Loi du 10 août 1915. concernant les sociétés commerciales, telle qu'amendée, relatifs à la liquidation des sociétés.

- que les livres et documents sociaux de la Société dissoute seront conservés pendant le délai légal (5 ans) au siège social de la Société dissoute, en l'occurrence au 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 14 janvier 2015.

Référence de publication: 2015008603/29.

(150008520) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2015.

---

**Intaris, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7540 Rollingen, 113, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 132.129.

L'an deux mille quinze, le sept janvier.

Par-devant nous, Maître Marc LECUIT, notaire de résidence à Mersch.

**ONT COMPARU:**

1. La société anonyme de droit luxembourgeois «FIDACC», ayant son siège social à L-7373 Lorentzweiler, 93, route de Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B.130.529, constituée suivant acte reçu par Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck, en date du 27 juillet 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2038 du 20 septembre 2007,

ici représentée par son administrateur unique, à savoir:

Monsieur Yves SCHARLE, comptable, demeurant professionnellement à L-7373 Lorentzweiler, 93, route de Luxembourg, ayant pouvoir pour engager la prédite société en toutes circonstances par sa seule signature et nommé à cette fonction suivant assemblée générale extraordinaire tenue lors de la constitution de ladite société.

2. Monsieur Paul DAUBENFELD, salarié, né à Wiltz le 6 mai 1967, demeurant à L-3367 Leudelage, 13, rue des Roses, ici représenté par:

Monsieur Yves SCHARLE, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé.

La prédite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par l'associé présent, le mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être soumise aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire de documenter ce qui suit:

I. Que suivant convention de cession de parts datée du 20 août 2014, la société anonyme de droit luxembourgeois «FIDACC», ayant son siège social à L-7373 Lorentzweiler, 93, route de Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B.130.529, propriétaire de CENT (100) parts sociales d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ EUROS (€ 125,-) chacune de la société à responsabilité limitée «INTARIS», ayant son siège social à L-7540 Rollingen/Mersch, 113, rue de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 132.129, constituée suivant acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 19 septembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2353 du 19 octobre 2007 et dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis la constitution, a cédé et transporté avec toutes les garanties de fait et de droit, avec effet à la date de la prédite convention, CINQUANTE (50) parts sociales à Monsieur Paul DAUBENFELD, prénommé.

La prédite cession de parts a été faite conformément à l'article 6 des statuts.

Qu'un extrait de la prédite convention de cessions de parts, après avoir été signé «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentaire, restera annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

II. Que suite à la prédite cession de parts, la société anonyme «FIDACC» et Monsieur Paul DAUBENFELD sont les seuls associés de la société «INTARIS», préqualifiée.

Qu'ils se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, à laquelle ils s'entendent par ailleurs dûment convoqués et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

*Première résolution*

Les associés constatent qu'une assemblée générale extraordinaire invalide tenue par-devant le notaire soussigné, en date du 16 décembre 2014, a pris les résolutions suivantes:

1. Transfert du siège social de la société de L-7540 Rollingen/Mersch, 113, rue de Luxembourg à L-7373 Lorentzweiler, 93, route de Luxembourg;

2. Modification subséquente du premier alinéa de l'article 2 des statuts de la société;

3. Ajout d'une clause relative aux dividendes à l'article 13 des statuts de la société;

une copie de l'acte notarié de l'assemblée générale extraordinaire du 16 décembre 2014 (ci-après l'«Assemblée Invalide») étant annexée à la présente comme ANNEXE 1.

Ladite copie restera, après avoir été signée "ne varietur" par le représentant des comparants et le notaire instrumentaire, annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

La société anonyme «FIDACC», représentée par son administrateur unique, participant à la présente assemblée générale, déclare et certifie que lors de l'Assemblée Invalide, elle avait erronément participé au vote des résolutions en qualité d'associée unique de la Société, nonobstant le fait qu'elle avait en date du 20 août 2014 cédé cinquante (50) parts sociales de la Société «INTARIS», préqualifiée, à Monsieur Paul DAUBENFELD, prénommé.

La société anonyme «FIDACC» et Monsieur Paul DAUBENFELD, représentés comme dit ci-dessus, déclarent avoir erronément omis de communiquer la cession de parts du 20 août 2014, de sorte que le notaire instrumentaire de l'Assemblée Invalide ne pouvait en avoir connaissance.

La société anonyme «FIDACC» et Monsieur Paul DAUBENFELD représentés comme dit ci-dessus, déclarent qu'il s'agissait d'une erreur purement involontaire.

Les associés décident en conséquence de constater et d'accepter l'invalidité de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 16 décembre 2014, mais malgré cette invalidité, les associés décident de confirmer les décisions prises lors de celle-ci, comme exposé ci-après.

#### *Deuxième résolution*

Les associés décident en conséquence de transférer le siège de la société de L-7540 Rollingen/Mersch, 113, rue de Luxembourg à L-7373 Lorentzweiler, 93, route de Luxembourg et ainsi de modifier le premier alinéa de l'article 2 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 2. Alinéa 1<sup>er</sup>** . Le siège social est établi dans la commune de Lorentzweiler.»

#### *Troisième résolution*

Les associés décident, en conséquence, de modifier l'article 13 des statuts en lui ajoutant une clause relative aux dividendes. L'article 13 aura dès lors la teneur suivante:

« **Art. 13.** A la fin de chaque exercice un bilan, un inventaire et un compte de profits et pertes seront établis. Le bénéfice net après déduction des frais d'exploitation, des traitements ainsi que des montants jugés nécessaires à titre d'amortissement et de réserves sera réparti comme suit:

- a) cinq pour cent (5%) au moins pour la constitution de la réserve légale, dans la mesure des prescriptions légales;
- b) le solde restant est à la disposition de l'assemblée générale des associés.

Les pertes, s'il en existe, seront supportées par les associés proportionnellement au nombre de leurs parts, sans que toutefois aucun des associés ne puisse être tenu ou responsable au-delà du montant de ses parts.

Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués suivant les dispositions légales.»

DONT ACTE, fait et passé à Beringen, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, connu du notaire par nom, prénom, qualité et demeure, ce dernier a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Y. SCHARLE, M. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 8 janvier 2015. Relation: 2LAC/2015/647. Reçu soixante quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): P. MOLLING.*

POUR COPIE CONFORME.

Beringen, le 20 janvier 2015.

Référence de publication: 2015010674/89.

(150012233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

---

#### **Human Design S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2560 Luxembourg, 58, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 87.312.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015010655/9.

(150011826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

---

#### **Ideal Standard International Equity S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 185.376.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 janvier 2015.

Référence de publication: 2015010658/10.

(150012057) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

---

**Patentize CE, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-3562 Dudelange, 21, rue Schiller.  
R.C.S. Luxembourg B 182.608.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PRODESSE S.à r.l.  
19, rue de la Gare  
L-3237 BETTEMBOURG  
Signature

Référence de publication: 2015010827/13.

(150011806) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

**Arsenic Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 193.713.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the seventeenth day of the month of December.  
Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

BRE/Europe 7NQ S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 180314,

represented by Mrs Flora Verrecchia, lawyer, professionally residing in Luxembourg pursuant to a proxy which shall be registered together with the present deed.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a limited liability company Arsenic Investment S.à r.l. (société à responsabilité limitée) which is hereby established as follows:

**Art. 1. Denomination.** A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Arsenic Investment S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

**Art. 2. Object.** The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees, grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.



The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

**Art. 3. Duration.** The Company is established for an unlimited period.

**Art. 4. Registered Office.** The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

**Art. 5. Share capital.** The issued share capital of the Company is set at twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500) represented by five hundred (500) shares with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

**Art. 6. Transfer of Shares.** Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five per cent (75%) of the Company's share capital.

**Art. 7. Management of the Company.** The Company is managed by one or several managers who do not need to be shareholders.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers.

Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, e-mail or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.



The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman of that meeting or, in its absence, by any two managers. Copies or excerpts of such minutes shall be signed by the chairman of that meeting or by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers.

**Art. 8. Liability of the Managers.** The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

**Art. 9. Shareholder voting rights.** Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

**Art. 10. Shareholder meetings.** Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing

at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

**Art. 11. Accounting Year.** The accounting year begins on 1<sup>st</sup> January of each year and ends on 31<sup>st</sup> December of the same year save for the first accounting year which shall commence on the day of incorporation and end on 31<sup>st</sup> December 2015.

**Art. 12. Financial Statements.** Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

**Art. 13. Distributions.** Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

**Art. 14. Dissolution.** In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

**Art. 15. Sole Shareholder.** If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10<sup>th</sup> August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

**Art. 16. Applicable law.** For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

#### *Subscription and payment*

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up the following shares:

Subscriber	Number of shares	Subscription price (EUR)
BRE/Europe 7NQ S.à r.l. . . . . .	500	EUR 12,500
Total . . . . .	500	EUR 12,500

Evidence of the payment of the total subscription price has been shown to the undersigned notary.

#### *Expenses, Valuation*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,500.-.

#### *Extraordinary general meeting*

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at: 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
2. The following person is appointed manager of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company with such signature powers as set forth in the articles of association of the Company:
  - BRE/Management 7 S.A., a société anonyme incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 180304.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

The document having been read to the appearing party, who requested that the deed should be documented in English, the said appearing party signed the present original deed together with the notary, having personal knowledge of the English language. The present deed, worded in English, is followed by a translation into German. In case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing party, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, the said appearing party signed together with the notary the present deed.

### Folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendvierzehn, am siebzehnten Dezember.

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen,

BRE/Europe 7NQ S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg, deren Gesellschaftskapital zwölf tausend fünf hundert Euro (EUR 12.500) beträgt, und eingetragen ist im Registre de commerce et des sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 180314,

hier vertreten durch Frau Flora Verrecchia, Rechtsanwältin, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht welche vorliegender Urkunde beigelegt ist um mit dieser bei der Registrierungsbehörde eingereicht zu werden.

Die erschienene Partei hat in ihrer vorgenannten Eigenschaft den unterzeichnenden Notar ersucht, die Gründungssatzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) "Arsenic Investment S.à r.l." wie folgt zu beurkunden.

**Art. 1. Gesellschaftsname.** Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen "Arsenic Investment S.à r.l." (die "Gesellschaft") wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.

**Art. 2. Gesellschaftszweck.** Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ebenfalls alle Transaktionen welche sich auf direkten oder indirekten Erwerb von Grundbesitz, Eigentum, und Grundbesitzrechte in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen welche im Besitz von Grundrechten sind oder von Unternehmensbeteiligungen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögen ausführen.

Die Gesellschaft kann Bürgschaften geben, Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann außerdem in jeder beliebigen Form Darlehen erwerben, auch mit Preisnachlass, Darlehen vergeben, Kapital verleihen, sowie Vorschüsse gewährleisten oder unter jeglichen Konditionen Kredite vergeben, einschließlich und ohne Einschränkungen derer Kredite, in Bezug auf ein Immobilien-Unternehmen oder -Unterfangen, die sich von jeglichen Kreditaufnahmen der Gesellschaft oder von der Ausgabe von Kapital oder Schuldtitel jeglicher Art an alle Personen und Unternehmen, für die es für richtig empfunden wurde, ergeben. Die Gesellschaft kann Swaps, Futures, Forwards, derivative Instrumente, Optionen, Rückkäufe, Wertpapierverleihe und ähnliche Transaktionen abschließen und unbeschadet der Allgemeingültigkeit des Vorstehenden, jegliche Methode und Instrumente im Zusammenhang mit ihren Immobiliengeschäften einsetzen. Die Gesellschaft kann auch jegliche Verträge über Garantien, Entschädigungen, Sicherheiten und alle weiteren äquivalente Verträge abschließen, so dass der Nutzen der, im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte vergebenen, Garantien und/oder Sicherheiten ihr zu Gute kommen kann. Die Gesellschaft kann im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte jegliche erforderliche Rolle übernehmen, einschließlich und ohne Einschränkungen der Rolle des Arranger, lead Manager, Facility Agent, Security Agent, Documentation Agent. Die Gesellschaft wird die Tätigkeit der Immobilienfinanzierung oder des Immobilienkrediterwerbs nicht in einer Weise ausüben, die eine Regulierung erfordern würde gemäß der geänderten Fassung des Gesetzes des 5. Aprils 1993 bezüglich des Finanzsektors oder jeglichen zukünftigen Gesetzes oder Regulierungsmaßnahme, die dieses Gesetz abändern oder ersetzen sollte.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.

**Art. 3. Geschäftsdauer.** Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet

**Art. 4. Gesellschaftssitz.** Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Geschäftsführung, von der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

**Art. 5. Gesellschaftskapital.** Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf zwölf tausend fünfhundert Euro (EUR 12.500), eingeteilt in fünf hundert (500) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25).

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden und die Gesellschaft kann seine anderen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

Verfügbare Anteilsprämien können verteilt werden.

**Art. 6. Übertragung der Anteile.** Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Anteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals halten.

**Art. 7. Geschäftsführung.** Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen.

Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung ist mit den weitestreichenden Befugnissen ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu verwalten und ist dazu befugt, jede Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft im Einklang stehen, zu genehmigen und/oder auszuführen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführung.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung die weitestreichenden Befugnisse um in allen Umständen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Umständen, jeden Akt und jede Handlung, welche nicht durch die vorliegende Satzung oder durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung im Kompetenzbereich der Gesellschafterversammlung liegt, im Auftrag der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gutzuheißen.

Die Geschäftsführer werden durch mehrheitlichen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gewählt und abberufen, welche ihre Befugnisse und die Amtsdauer beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung zu jeder Zeit mit oder ohne Grund (ad nutum) widerrufen werden.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln insofern gewährleistet ist, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich hören und miteinander kommunizieren können. Eine Sitzung kann jederzeit mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer, der hierzu bevollmächtigt ist, vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn einer Sitzung der Geschäftsführung mittels schriftlicher Einberufung, zu benachrichtigen, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art und die Gründe dieser Umstände in der Einberufung erläutert werden müssen. Auf das Recht auf die oben beschriebene Weise einberufen zu werden kann jeder Geschäftsführer durch schriftliche Zustimmung per Telegramm, Telekopie, Email, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel verzichten. Spezifische Einberufungen sind nicht notwendig für Sitzungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden durch die Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft gefasst.

Die Protokolle aller Geschäftsführerratsitzungen werden vom Vorsitzenden der Sitzung oder, in seiner Abwesenheit, von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten, gültig abgeschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung schriftlich, per Telegramm, Telefax oder per

ähnlichem Kommunikationsmittel genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen einen gültigen schriftlichen Beschluss. Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers und durch die Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers im Falle einer Geschäftsführung gebunden. Die Gesellschaft ist in jedem Fall wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer hierzu durch den alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise durch die Geschäftsführung oder einer der Geschäftsführer, bevollmächtigten Personen, gebunden.

**Art. 8. Haftung der Geschäftsführung.** Die Geschäftsführer sind für Verschuldung der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie jedoch für die Ausführung ihrer Aufgaben und Pflichten verantwortlich.

Vorbehaltlich den unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Verbindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig eintritt aufgrund dessen, dass er ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist und die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, schadlos gehalten werden. Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder „Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Geschäftsführer oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gewährt:

(i) gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung enthalten sind;

(ii) im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde; oder

(iii) im Falle einer Beilegung, es sei denn die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder von der Geschäftsführung genehmigt worden.

Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine anderen Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in der Person, die aufgehört hat, ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testamentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltene berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Geschäftsführer und leitende Angestellte, aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz, Anspruch haben könnten.

Ausgaben in Verbindung mit Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, Prozess oder Verfahren beschrieben in diesem Artikel, soll von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber bei Zugang jeglicher Unternehmung seitens oder im Namen eines leitenden Angestellten oder Geschäftsführers vorgestreckt werden, um den benannten Betrag zurückzahlen wenn es letztlich bestimmt ist, dass er keinen Anspruch auf Schadloshaltung unter diesem Artikel hat.

**Art. 9. Stimmrechte der Gesellschafter.** Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Gesellschaftsanteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

**Art. 10. Gesellschafterversammlungen.** Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgeschriebenen Form und mit der darin vorgesehenen Mehrheit, schriftlich (soweit dies gesetzlich möglich ist) oder in Gesellschafterversammlungen, gefasst. Jede ordnungsgemäß konstituierte Gesellschafterversammlung der Gesellschaft beziehungsweise jeder ordnungsgemäß schriftlicher Beschluss vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Einberufung der Versammlungen durch den Geschäftsführer/die Geschäftsführung hat mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse, zu erfolgen. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt des Beschlusses mindestens acht (8) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter an ihre im Anteilsregister eingeschriebene Adresse mittels eingeschriebenen Briefs übersandt. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen (oder, unter der Voraussetzung der Befriedigung der Mehrheitsvoraussetzungen, am in dieser Entscheidung festgelegten Tag). Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

Soweit gesetzlich nichts anderes vorgesehen ist, (i) werden die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Geschäftskapitals vertreten. Wird eine



solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Anzahl der vertretenen Geschäftsanteile. (ii) Die Satzung kann jedoch nur mit Zustimmung (x) der Mehrheit der Gesellschafter, welche (y) zwei Drittel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden und (iii) Entscheidungen, die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Zu keiner Zeit soll die Gesellschaft mehr als dreißig (30) Gesellschafter haben. Zu keiner Zeit soll es einer natürlichen Person gestattet sein, ein Gesellschafter der Gesellschaft zu werden.

**Art. 11. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember eines jeden Jahres. Das erste Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung der Gesellschaft beginnt, wird am 31. Dezember 2015 enden.

**Art. 12. Jahresabschluss.** Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr die Jahresabrechnung der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die Jahresabrechnung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

**Art. 13. Gewinnverwendung.** Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

Die Gesellschafter können auf der Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Geschäftsführung angefertigten Zwischenabschlusses die Ausschüttung von Abschlagsdividenden beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf.

Der Saldo kann nach Entscheidung der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Das Anteilsprämienkonto kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf die gesetzliche Rücklage zu übertragen.

**Art. 14. Auflösung.** Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Befugnisse und Vergütung.

**Art. 15. Alleingesellschafter.** Sofern nur ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, gilt Artikel 179 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Artikel 200-1 und 200-2 finden u.a. Anwendung.

**Art. 16. Anwendbares Recht.** Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des anwendbaren Gesetzes.

#### *Zeichnung und Zahlung*

Nach dem die erschienene Partei die Gründungssatzung erstellt hat, hat sie das gesamte Gesellschaftskapital wie folgt eingezahlt und gezeichnet:

Einzahler	Zahl der Geschäftsanteile	Einzahlungspreis (EUR)
BRE/Europe 7NQ S.à r.l. ....	500	EUR 12.500
Summe .....	500	EUR 12.500

Ein Beleg für die vollständige Einzahlung der Geschäftsanteile wurde dem unterzeichneten Notar vorgelegt.

#### *Kosten*

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Gesellschaftsgründung entstehen, werden auf ungefähr EUR 1.500,- geschätzt.

#### *Außerordentliche Beschlüsse des Gesellschafters*

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft hat der Alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

1. Sitz der Gesellschaft ist in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg.
2. Die folgende Person wird für einen unbeschränkten Zeitraum zum Geschäftsführer der Gesellschaft mit der in der Satzung der Gesellschaft beschriebenen Unterschriftsbefugnis ernannt:
  - BRE/Management 7 S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) luxemburgischen Rechts mit Sitz in at 35, avenue Monterey, L-2163 Luxemburg und eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 180304.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der oben erschie-  
nenen Partei, die vorliegende Urkunde in English abgefasst wird, gefolgt von einer deutschen Übersetzung.

Auf Ersuchen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deut-  
schen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die erschienene Partei die dem amtierenden Notar nach  
Namen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt, hat dieselbe zusammen mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde  
unterschrieben.

Gezeichnet: F. VERRECCHIA und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 décembre 2014. Relation: LAC/2014/63338. Reçu soixante-quinze euros (75.-  
EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 19. Januar 2015.

Référence de publication: 2015009441/451.

(150011264) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.

### **ZIM Jamaica Maritime Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 134.678.

#### DISSOLUTION

In the year two thousand and fourteen, on the thirty-first of December,

Before Us Maître Danielle KOLBACH, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand-Duchy of Luxembourg, acting in  
replacement of his absent colleague Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg,  
who last named shall remain depositary of the present deed,

Appeared:

The company Zim Holding Company S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the  
laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg,  
with a share capital amounting to two hundred thousand US dollars (USD 200,000.-), and registered with the Luxembourg  
Trade and Companies Register under number B 174386, represented by Mr Henri DA CRUZ, employee, with professional  
address in 3, route de Luxembourg, L-6130 Junglinster, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy having been signed ne varietur by the proxy-holder and the notary, will remain attached to the present  
deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, acting through its proxy-holder, declared and requested the notary to act:

1.- That the company "Zim Jamaica Maritime Company S.à r.l.", a société à responsabilité limitée having its registered  
office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, has been incorporated pursuant to a deed passed before Maître  
Paul BETTINGEN, notary residing in Niederanven, Grand-Duchy of Luxembourg, on November 27, 2007, and published  
in the Mémorial C No.179 dated January 23, 2008, which has been amended by a deed passed before Maître Karine  
REUTER, notary residing in Rédange-sur-Attert, Grand-Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Paul BET-  
TINGEN, on February 20, 2008, and published in the Mémorial C No.1426 dated June 10, 2008 (the "Company").

2. - That the capital of the Company is set at twenty thousand US dollars (USD 20,000.-) represented by one hundred  
(100.-) shares with a par value of two hundred US dollars (USD 200.-) each, fully paid.

3. - That the appearing party, as sole shareholder, resolves to dissolve the Company with immediate effect.

4. - That the appearing party declares that it has full knowledge of the Articles of Incorporation of the Company and  
that it is fully aware of the financial situation of the Company.

5. - That the appearing party, represented as said before, appoints itself as liquidator of the Company, and in its capacity  
as liquidator of the Company has full powers to sign, execute and deliver any acts and any documents, to make any  
declaration and to do anything necessary or useful so to bring into effect the purpose of this deed.

6. - That the appearing party is vested with all the assets and hereby expressly declares that it will take over and assume  
liability for any known unpaid and for any as yet unknown liabilities of the Company.

7. - That the appearing party, represented as said before, declares that the liquidation of the Company is closed, and  
that any register of the Company recording the issuance of shares or any other securities shall be cancelled.

8. - That the appearing party hereby grants full and entire discharge to the manager of the Company for the performance  
of his mandate up to this date.



9. - That the books and records of the dissolved Company shall be kept for the duration of five years at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

#### Costs

The amount, approximately at least, of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the company as a result of the present deed, is approximately valued at EUR 950.-.

#### Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up at Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document after having been read, the above mentioned proxy-holder signed with Us, the notary, the present original deed.

#### Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le trente-et-un décembre,

Par devant Nous Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Rédange-sur-Attert, agissant en remplacement de son confrère empêché Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, lequel dernier restera dépositaire de la minute, (Grand-Duché de Luxembourg), soussignée.

#### A comparu:

La société Zim Holding Company S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, au capital social de deux-cent mille dollars américains (200.000,- USD), et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 174386, représentée par Monsieur Henri DA CRUZ, employé, avec adresse professionnelle au 3, route de Luxembourg, L-6130 Junglinster, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Laquelle procuration signée ne varietur par les mandataires et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Laquelle comparante, par mandataire susnommé, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

1.- Que la société «Zim Jamaica Maritime Company S.à r.l.», une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, a été constituée suivant un acte passé par devant Maître Paul BETTINGEN, notaire résidant à Niederanven, Grand-Duché du Luxembourg, en date du 27 novembre 2007 et publié au Mémorial C N°179 du 23 janvier 2008, lequel a été modifié par un acte passé par devant Maître Karine REUTER, notaire résidant à Rédange-sur-Attert, Grand-Duché du Luxembourg, actant en remplacement de Maître Paul Bettingen, en date du 20 février 2008 et publié au Mémorial C N°1426 du 10 juin 2008 (la «Société»).

2.- Que le capital de la Société est fixé à vingt mille dollars américains (20.000,- USD) représenté par cent (100,-) parts sociales d'une valeur nominale de deux cents dollars américains (200,- USD) chacune, entièrement libérées.

3.- Que la comparante, associée unique de Société, prononce la dissolution de la Société avec effet immédiat.

4.- Que la comparante déclare qu'elle est en pleine connaissance des statuts de la Société et qu'elle connaît parfaitement la situation financière de la Société.

5. Que la comparante, représentée comme dit ci-avant, se désigne comme liquidateur de la Société et aura plein pouvoir d'établir, signer, exécuter et délivrer tous actes et documents, de faire toute déclaration et de faire tout ce qui est nécessaire ou utile pour mettre en exécution les dispositions du présent acte.

6.- Que la comparante est investie de tout l'actif et qu'elle s'engage expressément à prendre à sa charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la Société et impayé ou inconnu à ce jour

7.- Que la comparante, représentée comme ci-avant, déclare que la liquidation de la Société est clôturée, et que tous les registres de la Société relatifs à l'émission de parts ou de tous autres titres seront annulés.

8.- Que la comparante donne décharge pleine et entière au gérant de la Société pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

9.- Que les livres et documents relatifs à la Société dissoute seront conservés pendant cinq ans au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

#### Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de EUR 950,-..

*Constatation*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française. A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, il a signé avec nous, Notaire, le présent acte.

Signé: Henri DA CRUZ, Danielle KOLBACH.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 09 janvier 2015. Relation GAC/2015/365. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015008597/102.

(150009199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2015.

**Health for Life Capital S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 183.558.

In the year two thousand fourteen, on the twenty-third day of December.

Before Maître Jean-Paul Meyers, civil law notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED

Mrs Zivana Krusic, Manager, residing professionally at 68-70 boulevard de la Pétrusse L-2320 Luxembourg, acting in the name and on behalf of the board of managers of Health For Life Management, a Luxembourg private limited liability company (société a responsabilité limitée), with registered office at 68-70 boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 183 412 and having a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) (the GP), acting as general partner of Health for Life Capital S.C.A., a Luxembourg limited liability company (société en commandite par actions), with registered office at 5 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 183 558 (the Company),

pursuant to the resolutions taken by the board of managers of the GP, acting as general partner of the Company, on 19 December 2014 (the Resolutions).

A copy of the minutes of the Resolutions, signed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The appearing person, representing the board of managers of the GP, acting as general partner of the Company, pursuant to the Resolutions, requested the notary to record the following statements:

1. The Company, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 183 558, was incorporated under the laws of Luxembourg pursuant to a deed of the undersigned notary dated 17 December 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 543 on the 28 February 2014. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended for the last time on 27 June 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2378 on the 4 September 2014.

2. Article 5 of the Articles reads as follows:

**“ Art. 5. Capital.**

5.1 The authorised capital is set at one hundred million euro (EUR 100,000,000), to be composed of a number of (i) Management Shares, (ii) Class A shares, (iii) Class B Shares and (iv) Class D Shares, as freely determined and allocated by the General Partner, with a nominal value of one Euro (one Euro) each and each having the same characteristics and rights save as to those differences outlined in the Articles.

5.2 The subscribed and issued share capital is set at five million five hundred and forty thousand nine hundred and eighty-one Euro (EUR 5,540,981) and is composed of one (1) Management Share, five million five hundred and twenty-eight thousand four hundred and forty-six (5,528,446) Class A Shares and twelve thousand five hundred thirty-four (12,534) Class B Shares, with a nominal value of one Euro (EUR 1) each.“

The GP is authorised and empowered to:

- realise any increase of the issued share capital within the limits of the authorised capital in whole or in part, by the issuing of new shares, against payment in cash or in kind;
- determine the place and date of the issue or the successive issues, the price of issue, the terms and conditions of the subscription of and paying up of the new shares; and
- waive or to limit any preferential subscription rights of the existing shareholders in case of issue of shares against payment in cash for the same period of 5 (five) years.

3. The authorisation is valid for a period of 5 (five) years starting on and from the 17 December 2013 to render effective the increase of the capital indicated in Article 5.1 without any further need of a decision of the general meeting of the shareholders of the Company, after having acknowledged in writing that the terms and conditions of the Articles are complied with and duly fulfilled. In particular the GP is authorised and instructed (i) to render effective any increase of the issued share capital under Article 5.1, up to the authorised share capital in whole or in part, (ii) to see to the recording of such increase(s) and the consequential amendments of these Articles before a Luxembourg notary, and (iii) to proceed to such issues on the basis of the report made to the general meeting on the circumstances and price(s) of the issue(s) of shares within the authorised share capital as set out hereafter in Article 6.3 and within the limitations provided therein, and in compliance with article 32-3 (5) of the Companies Act.

Following each increase of the corporate capital realised and duly stated in the form provided for by law, the second paragraph of Article 5 will be modified so as to reflect the actual increase; such modification will be recorded in authentic form by the board of managers of the GP or by any person duly authorised and empowered by it for this purpose.

4. The board of managers of the GP, acting as general partner of the Company, in the Resolutions, resolved inter alia to:

(i) increase within the limits of the authorised share capital of the Company, the Company's share capital of five million five hundred and forty thousand nine hundred and eighty-one Euro (EUR 5,540,981.-) represented by one (1) Management Share, five million five hundred and twenty-eight thousand four hundred and forty-six (5,528,446) Class A Shares and twelve thousand five hundred thirty-four (12,534) Class B Shares, with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, to seven million seven thousand and twenty-nine euro (EUR 7,007,029.-) by issuing one million four hundred sixty-one thousand nine hundred (1,461,900) new Class A Shares and four thousand one hundred forty-eight (4,148) new Class B Shares (the New Shares) having a par value of one Euro (EUR 1.-) each, the New Shares having been subscribed for and paid up in cash by the Subscribers as detailed in the Resolutions;

(ii) waive of the purpose of the above increase in capital and in accordance with article 32-3(5) of the law on commercial companies dated August 10, 1915, as amended and the articles of association of the Company, the preferential rights of the existing shareholders of the Company in respect of the issuance of the New Shares; and

(iii) appoint and empower Mrs Zivana Krusic, Manager, residing professionally at 68-70 boulevard de la Pétrusse L-2320 Luxembourg, to appear as the representative of the board of managers of the GP, acting as general partner of the Company, before a Luxembourg civil law notary to record the increase of share capital of the Company so effectuated in notarial form, to amend, in relation thereto, article 5.2 of the articles of association of the Company and to do any formalities and to take any actions which may be necessary and proper in connection therewith.

5. All the New Shares having been subscribed and paid up in cash by the Subscribers, the total amount of one million four hundred sixty-six thousand and forty-eight euro (EUR 1,466,048.-) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

6. The contribution in cash so made in an amount of one million four hundred sixty-six thousand and forty-eight euro (EUR 1,466,048.-) to the Company is allocated to the nominal share capital account of the Company.

7. As a consequence of the above increase of the Company's nominal share capital, Article 5.2 of the Articles is amended so as to have the following wording:

“ **5.2.** The subscribed and issued share capital is set at seven million seven thousand and twenty-nine euro (EUR 7,007,029.-) and is composed of one (1) Management Share, six million nine hundred ninety thousand three hundred forty-six (6,990,346) Class A Shares and sixteen thousand six hundred eighty-two (16,682) Class B Shares, with a nominal value of EUR 1.- (one Euro) each.”

#### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of its organization, are estimated at approximately 3,000.- euro.

#### *Declaration*

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version, on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the undersigned notary by name, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary, the present deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille quatorze, le vingt-troisième jour de décembre.

Par-devant Maître Jean-Paul Meyers, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU

Madame Zivana Krusic, Manager, demeurant professionnellement au 68-70 boulevard de la Pétrusse L-2320 Luxembourg, agissant au nom et pour le compte du conseil d'administration de la société Health For Life Capital Management, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 68-70, boulevard Pétrusse, L-2320 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 183 412 et ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) (le GP), agissant en tant qu'associé commandité d'Heath for Life Capital S.C.A., une société en commandite par actions, ayant son siège social au 5 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 183 558 (la Société),

conformément aux résolutions prises par le conseil de gérance du GP agissant en tant qu'associé commandité en date du 19 décembre 2014 (les Résolutions).

Une copie des procès-verbaux des Résolutions, restera, après avoir été signée ne varietur par la comparante et le notaire instrumentant, annexée au présent acte pour être soumise ensemble avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentant le conseil de gérance du GP, agissant en tant qu'associé commandité de la Société, conformément aux Résolutions, a requis le notaire d'acter les déclarations suivantes:

1. La Société, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 183 558, a été constituée sous le droit luxembourgeois suivant un acte reçu par le notaire soussigné en date du 17 décembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 543 du 28 février 2014. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés en dernier lieu en date du 27 juin 2014 suivant un acte reçu par le notaire soussigné, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2378 du 4 septembre 2014.

2. L'article 5 des Statuts se lit comme suit:

« **Art. 5. Capital.**

5.1 Le capital autorisé est fixé à cent million Euros (EUR 100.000.000,-), étant composé d'un nombre d'(i) Actions de Gestion, (ii) Actions de Catégorie A, (iii) Action de Catégorie B, (iv) Actions de Catégorie D, tel que librement déterminé par l'Associé-Commandité, ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune, chacune présentant les mêmes caractéristiques et droits, hormis les différences stipulées dans les présents Statuts.

5.2 Le capital par action souscrit et émis est fixé à cinq million cinq cent quarante mille neuf cent quatre-vingt-un Euro (EUR 5.540.981,-) et est composé d'une (1) Action de Gestion, cinq million cinq cent vingt-huit mille quatre cent quarante-six (5.528.446) Actions de Catégorie A et de douze mille cinq cent trente-quatre (12.534) Actions de Catégorie B, ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune.»

Le GP est autorisé et dispose du pouvoir pour:

- réaliser toute augmentation du capital du capital social émis endéans les limites du capital social en une seule fois ou par tranches successives par émission d'actions nouvelles, libérée par voie de versements en espèce ou d'apports en nature;

- fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles; et

- supprimer ou limiter le droit préférentiel de souscription des actionnaires existants en cas d'émission d'actions contre paiement en espèces pour une période de 5 (cinq) ans.

3. L'autorisation est valide pour une période de (cinq) ans à compter du 17 décembre 2013 à réaliser l'augmentation de capital stipulée à l'Article 5.1 sans avoir besoin d'une décision de l'Assemblée générale, après avoir attesté par écrit que les clauses et conditions des présents Statuts avaient été respectées et satisfaites. En particulier, le GP est autorisé et mandaté (i) pour exécuter toute augmentation du capital par action émis en vertu de l'Article 5.1, à concurrence du capital par action autorisé, en tout ou en partie, (ii) pour faire acter de telle(s) augmentation(s) et les modifications consécutives des présents Statuts devant un notaire luxembourgeois et (iii) pour procéder à de telles émissions sur la base du rapport fait à l'Assemblée générale sur les circonstances et le ou les prix de la ou des émissions d'actions dans le capital par action autorisé, comme stipulé ci-après à l'Article 6.3 et dans les limites stipulées ici et conformément à l'Article 32-3 (5) de la Loi concernant les sociétés commerciales.

Suivant chaque augmentation de capital social réalisée et dûment constatée dans les formes légales, le second alinéa de l'article 5 sera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue; cette modification sera constatée dans la forme authentique par le conseil de gérance du GP ou par toute autre personne qu'il aura mandatée à ces fins.

4. Le conseil de gérance du GP, agissant en tant qu'associé commandité de la Société, dans les Résolutions, a décidé:

(i) d'augmenter endéans les limites du capital autorisé de la Société, le capital social de la Société de cinq million cinq cent quarante mille neuf cent quatre-vingt-un Euro (EUR 5.540.981,-) et est composé d'une (1) Action de Gestion, cinq million cinq cent vingt-huit mille quatre cent quarante-six (5.528.446) Actions de Catégorie A et de douze mille cinq cent trente-quatre (12.534) Actions de Catégorie B, ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune, à sept million sept mille vingt-neuf euros (EUR 7.007.029,-) en émettant un million quatre cent soixante et un mille neuf cents (1.461.900) nouvelles Actions de Catégorie A et quatre mille cent quarante-huit (4.148) nouvelles Actions de Catégorie B (les Nouvelles Actions), ayant une valeur nominale de EUR 1,- (un euro) chacune, les Nouvelles Actions ayant été souscrites et payées en espèces par les Souscripteurs tels que décrits dans les Résolutions;

(ii) de renoncer dans le cadre de l'augmentation de capital ci-dessus et conformément à l'article 32-3(5) de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée, et aux Statuts, aux droits de souscription préférentiels des actionnaires existants concernant l'émission des Nouvelles Actions, et

(iii) de nommer et de mandater, avec pouvoir de substitution, Madame Zivana Krusic, Manager, demeurant professionnellement au 68-70 boulevard de la Pétrusse L-2320 Luxembourg, pour représenter le conseil de gérance de l'Associé Commandite. Agissant en tant qu'associé commandité de la Société devant le notaire soussigné afin d'acter l'augmentation de capital social de la Société ainsi réalisée, de modifier l'article 5.2 des Statuts et d'effectuer toutes les formalités et de prendre toutes les mesures jugées nécessaires et appropriées dans le cadre de cette augmentation de capital.

5. Toutes les Nouvelles Actions ayant été souscrites et libérées en espèce par les Souscripteurs, la somme totale de sept million sept mille vingt-neuf euros (EUR 7.007.029,-) est à la disposition de la Société, comme il en a été prouvé au notaire soussigné.

6. L'apport en numéraire d'un montant de sept million sept mille vingt-neuf euros (EUR 7.007.029,-) à la Société est alloué au compte capital social de la Société.

7. En conséquence de l'augmentation du capital social de la Société ci-dessus, l'article 5.2 des Statuts est modifié pour avoir la teneur suivante:

« **5.2.** Le capital social souscrit et émis est fixé à sept million sept mille vingt-neuf euros (EUR 7.007.029,-) et est composé d'une (1) Action de Gestion, de six million neuf cent quatre-vingt-dix mille trois cent quarante-six (6.990.346) nouvelles Actions de Catégorie A et seize mille six cent quatre-vingt-deux (16.682) nouvelles Actions de Catégorie B Actions de Catégorie B, chacune d'une valeur nominale de EUR 1,- (un euro).»

#### Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raisons du présent acte sont estimés à environ 3.000,- euros.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, connue du notaire instrumentaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Krusic, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 24 décembre 2014. Relation: RED/2014/2626. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 24 décembre 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2015008971/193.

(150010504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

#### **Socalis S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 306, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 193.659.

#### STATUTS

L'an deux mille quinze, le deux janvier.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

Ont comparu:

1.- Monsieur Pedro CALDERON SOARES, salarié, né à Ettelbrück, le 22 mai 1978, demeurant à L-9068 Ettelbrück, 14, rue Philippe Manternach, et

2.- Monsieur Daniel CALDERON SOARES, indépendant, né à Ettelbrück, le 1<sup>er</sup> octobre 1980, demeurant à L-8313 Capellen, 13, rue Basse;

Lesquels comparants ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée à constituer.

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «SOCALIS S.à r.l.»

**Art. 2.** Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre endroit dans le Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

**Art. 3.** La durée de la société est illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet l'exploitation de plusieurs stations de service pour véhicules automoteurs avec vente d'équipements et de produits d'entretien pour moyens de transport automoteurs ainsi que le commerce de produits alimentaires et d'articles de ménage.

D'une façon générale, la société pourra exercer toutes activités généralement quelconques qui pourraient paraître nécessaires à l'accomplissement ou au développement de son objet social.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 12.500,-), divisé en (100) parts sociales de CENT VINGT-CINQ EUROS (EUR 125,-) chacune, entièrement libérées.

**Art. 6.** Les parts sont librement cessibles entre associés.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de transmission pour cause de mort, ainsi que pour l'évaluation des parts en cas de cessions, l'article 189 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, est applicable.

En cas de cession des parts, les autres associés ont un droit de préemption.

**Art. 7.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

**Art. 8.** Les héritiers et représentants ou ayants-droit et créanciers d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

**Art. 9.** La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe les pouvoirs et les rémunérations.

Le gérant est nommé par l'Assemblée Générale. Il est nommé pour une durée indéterminée. Ses pouvoirs sont définis dans l'acte de nomination.

Le gérant peut nommer des fondés de pouvoirs, associés ou non, pouvant agir au nom et pour le compte de la société, dans la limite des pouvoirs conférés dans l'acte de nomination.

Le gérant est habilité à instituer des succursales partout, selon qu'il appartiendra, aussi bien dans le Grand-Duché qu'à l'étranger.

**Art. 10.** Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent; chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

**Art. 11.** Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix des associés représentant les trois quarts du capital social.

**Art. 12.** Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

**Art. 13.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le dernier jour du mois de décembre de chaque année.

**Art. 14.** Chaque année au dernier jour de décembre il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la société, ainsi qu'un bilan et un compte de profits et pertes.

Les produits de la société, déduction faite des frais généraux, charges, amortissements et provisions, constituent le bénéfice net.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire, dès que le fonds de réserve a atteint le dixième du capital, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale des associés.

**Art. 15.** En cas de dissolution de la société, chaque associé prélèvera avant tout partage le montant nominal de sa part dans le capital; le surplus sera partagé au prorata des mises des associés. Si l'actif net ne permet pas le remboursement du capital social, le partage se fera proportionnellement aux mises initiales.

**Art. 16.** En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives.



Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

**Art. 17.** Pour tous les points non prévus expressément dans les présents statuts, les parties s'en réfèrent aux dispositions légales.

*Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et finira le 31 décembre 2015.

*Souscription et libération*

Les statuts de la société ayant été ainsi établis, les comparants ont souscrit à l'intégralité du capital comme suit:

1.- Monsieur Daniel CALDERON SOARES, prénommé, quarante parts sociales . . . . .	40
2.- Monsieur Pedro CALDERON SOARES, prénommé, soixante parts sociales . . . . .	60
TOTAL: CENT PARTS SOCIALES . . . . .	100

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve dès à présent à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

*Déclaration des comparants*

Les associés déclarent, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le bénéficiaire réel de la société faisant l'objet des présentes et certifie que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

*Estimation des frais*

Le montant des charges, frais, dépenses ou rémunérations sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à la somme de huit cent cinquante euros (EUR 850,-).

*Assemblée générale extraordinaire*

Ensuite, les associés se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, et à l'unanimité des voix, ont pris les résolutions suivantes:

1.- Sont nommés gérants technique et administratif de la société pour une durée indéterminée:

- Monsieur Daniel CALDERON SOARES, prénommé, gérant administratif, et
- Monsieur Pedro CALDERON SOARES, prénommé, gérant technique.

La société est valablement engagée par la signature conjointe du gérant technique et du gérant administratif.

Ils peuvent conférer des pouvoirs à des tiers.

2.- Le siège social de la société est établi à L-1471 Luxembourg, 306, rte d'Esch.

Le notaire instrumentant a rendu attentif les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, état et demeures, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Pedro CALDERON SOARES, Daniel CALDERON SOARES, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 7 janvier 2015. Relation: DAC/2015/202. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur (signé): Tholl.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 16 janvier 2015.

Référence de publication: 2015009313/118.

(150010114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.



**Jalucidele S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 193.724.

---

**STATUTS**

L'an deux mille quatorze, le vingt-trois décembre.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

IMACORP BUSINESS CENTRE S.A., immatriculée au RCS de Luxembourg sous le numéro B 46706, ayant son siège social à L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper, ici représenté par son administrateur délégué, Monsieur Philippe CHANTEREAU, expert-comptable, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Lequel comparant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination - Forme.** Il est formé entre le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société sous forme d'une société anonyme, sous la dénomination de «JALUCIDELE S.A.» (la «Société»).

**Art. 2. Durée.** La Société est constituée pour une durée indéterminée.

**Art. 3. Siège social.** Le siège de la Société est établi dans la commune de Luxembourg.

Par simple décision du Conseil d'Administration respectivement de l'administrateur unique, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du Conseil d'Administration respectivement de l'administrateur unique à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché au moyen d'une résolution de l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires au moyen d'une résolution de l'assemblée générale des actionnaires.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

**Art. 4. Objet.** La société a pour objet la participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière, et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toutes activités et toutes opérations généralement quelconques, se rattachant directement ou indirectement à son objet.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, notamment en empruntant, en toutes monnaies, par voie d'émission et d'obligations et en prêtant aux sociétés dont il est question à l'alinéa précédent.

La société a encore pour objet l'administration de son patrimoine immobilier, notamment en ce qui concerne l'achat, la vente et la gestion d'immeubles propres.

En général, elle pourra effectuer toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

**Art. 5. Capital social.** Le capital social est fixé à trente et un mille (31.000,-) euros (EUR) divisé en trois mille cent actions (3100) actions d'une valeur nominale de dix (10,-) euros (EUR) chacune. La Société peut racheter ses propres actions dans les termes et sous les conditions prévues par la loi.

**Art. 6. Actions.** Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

**Art. 7. Assemblée des actionnaires - Dispositions générales.** L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Lorsque la Société compte un associé unique, il exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

**Art. 8. Assemblée Générale annuelle - Approbation des comptes annuels.** L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social de la Société, ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation, le deuxième lundi du mois de mai à 19.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger, si le conseil d'administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

**Art. 9. Autres assemblées.** Les autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieu spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix, sauf toutefois les restrictions imposées par la loi et par les présents statuts. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou téléfax une autre personne comme son mandataire.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens permettant leur identification, pour autant que ces moyens satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents et votants.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation ni publication préalable.

**Art. 10. Composition du Conseil d'administration.** La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la société est constituée par un associé unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un associé unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires pour une période qui ne pourra excéder six années et resteront en fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs auront été élus. Ils sont rééligibles.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale lors de sa première réunion procède à l'élection définitive.

**Art. 11. Réunions du Conseil d'administration.** Le conseil d'administration peut choisir en son sein un président et un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs qui participent à la réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens permettant leur identification, pour autant que ces moyens satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se dérouler au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. La voix du Président est prépondérante en cas de partage des voix.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

**Art. 12. Pouvoirs du Conseil d'administration.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la Société pour la conduite des affaires, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil déterminera. Il pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes qui n'ont pas besoin d'être administrateurs, nommer et révoquer tous fondés de pouvoirs et employés, et fixer leurs émoluments.

**Art. 13. Représentation.** Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'administrateur unique, par la seule signature de son administrateur unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par la seule signature de l'administrateur-délégué ou par la signature conjointe de l'administrateur-délégué et d'un administrateur.

**Art. 14. Surveillance.** Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaires.

L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six années. Ils sont rééligibles.

**Art. 15. Exercice social.** L'exercice social commencera le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre de la même année.

**Art. 16. Allocation des bénéfices.** Sur le bénéfice annuel net de la société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra le dixième du capital social.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Dans le cas d'actions partiellement libérées, des dividendes seront payables proportionnellement au montant libéré de ces actions.

Le conseil d'administration est autorisé à procéder au paiement d'acomptes sur dividendes en conformité avec les conditions prévues par la loi.

**Art. 17. Dissolution.** En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

**Art. 18. Divers.** Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et aux lois modificatives.

#### *Dispositions transitoires*

- (1) Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2015.
- (2) La première assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu en 2016.

#### *Souscription et libération*

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, le comparant déclare souscrire les 3.100 (3.100) actions comme suit:

- IMACORP BUSINESS CENTRE S.A., préqualifiée, Trois mille cent actions . . . . .	<u>3.100</u>
Total: Trois mille cent actions . . . . .	3.100

Les actions ont été entièrement libérées par le comparant par des versements en espèces, de sorte que la somme de EUR 31.000,- (trente et un mille Euros), se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant.

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées aux articles 26, 26-3 et 26-5 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

#### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement estimés à la somme de EUR 1.200.-

#### *Assemblée générale extraordinaire*

Le comparant préqualifié représentant la totalité du capital souscrit et agissant en tant qu'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à un (1) et celui des commissaires aux comptes à un (1).
2. A été appelé aux fonctions d'administrateur unique:
  - Monsieur Philippe CHANTEREAU, expert-comptable, né le 27 avril 1962 à Blois, demeurant professionnellement au 18, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

La durée du mandat de l'administrateur unique sera de six années et prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2020.

4. A été appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:

La société PYXIS S.A., avec siège social à L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 75 177.

5. La durée du mandat du commissaire aux comptes sera de six années et prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2020.

6. L'adresse de la Société est fixée à L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la comparante, connue du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, ladite comparante a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: P. CHANTEREAU et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 31 décembre 2014. Relation: LAC/2014/64312. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 19 janvier 2015.

Référence de publication: 2015009876/181.

(150011435) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.

### **Kingberg Investments S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 133.128.

#### CLÔTURE DE LIQUIDATION

L'an deux mille quatorze, le vingt-neuf décembre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné, s'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme KINGBERG INVESTMENTS S.A., en liquidation volontaire, ayant son siège social à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B numéro 133.128,

constituée suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, en date du 22 octobre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. numéro 2769 du 30 novembre 2007,

avec un capital souscrit de fixé à deux cent un mille Euros (EUR 201.000.-), divisé en deux mille dix (2.010) actions d'une valeur nominale de cent Euros (EUR 100.-) chacune,

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Henri DA CRUZ, employé, demeurant professionnellement à Junglinster.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Cristiana VALENT, employée, demeurant professionnellement à Junglinster.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant.

Le président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

#### *Ordre du jour:*

- 1.- Approbation du rapport du commissaire-vérificateur.
- 2.- Décharge à donner au liquidateur et au commissaire-vérificateur.
- 3.- Clôture de la liquidation.
- 4.- Destination à donner aux archives.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide d'approuver le rapport du commissaire-vérificateur et d'approuver les comptes de liquidation.

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide de donner décharge pleine et entière au liquidateur, sans réserve ni restriction.

*Troisième résolution*

L'assemblée décide de prononcer la clôture de la liquidation et constate que la société "KINGBERG INVESTMENTS S.A." a cessé définitivement d'exister.

*Quatrième résolution*

L'assemblée décide que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une période de cinq ans à partir de la clôture de la liquidation à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

*Frais*

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant la société en raison des présentes s'élève approximativement à mille cent euros (1.100,- EUR).

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Henri DA CRUZ, Cristiana VALENT, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 06 janvier 2015. Relation GAC/2015/101. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015009900/64.

(150010954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.

**KÖHL Aktiengesellschaft, Société Anonyme.**

Siège social: L-6868 Wecker, 17, Am Scheerleck.

R.C.S. Luxembourg B 43.668.

Im Jahr zweitausendundvierzehn, den achtzehnten Dezember

Vor dem unterzeichneten Notar Paul BETTINGEN, mit dem Amtssitz in Niederanven (Großherzogtum Luxemburg).

Traten zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammen die Aktionäre der Aktiengesellschaft Köhl Aktiengesellschaft, mit Sitz in 17, Am Scheerleck, L-6868 Wecker, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 43.668 (die „Gesellschaft“), gegründet durch Urkunde von der Notarin Christine Doerner mit Amtssitz in Bettemburg am 1. April 1993, veröffentlicht im Amtsblatt Mémorial C, Recueil des sociétés et associations (das „Mémorial“), Nummer 323 vom 8. Juli 1993. Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt geändert auf Grund notarieller Urkunde von Notar Jean Seckler mit Amtssitz in Junglinster vom 2. Dezember 2004, veröffentlicht im Mémorial, Nummer 274 vom 26. März 2005.

Die Versammlung wird eröffnet unter dem Vorsitz von Herrn Wilfried Köhl, wohnhaft in Ehnen

Der Vorsitzende beruft zum Schriftführer Herrn Dirk Hartmann, wohnhaft in Konz (Deutschland)

Die Versammlung wählt einstimmig zum Stimmzähler Herrn Mario Köhl, wohnhaft in Wasserbillig.

Da somit das Versammlungsbüro zusammengesetzt wurde, ersucht der Vorsitzende den unterzeichnenden Notar Folgendes zu beurkunden:

I.- Dass die Tagesordnung folgenden Wortlaut hat:

1.- Erhöhung des Gesellschaftskapitals um einhundertsechzigtausendneuhundert Euro (EUR 160.900.-) um dasselbe von derzeit einer Million zweihunderttausend Euro (EUR 1.200.000.-) auf eine Million dreihundertsechzigtausendneuhundert Euro (EUR 1.360.900.-) zu bringen durch Schaffung von eintausendsechshundertundneun (1.609) neuen Aktien mit einem Nominalwert von je einhundert Euro (EUR 100.-), gegen Einbringung von:

- einer Sacheinlage, bestehend aus fünftausend (5.000) Aktien, welche hundert Prozent (100%) des Kapitals der NOUVELLE LUXELEC S.A., eine luxemburgische Aktiengesellschaft mit Sitz in 17, Am Scheerleck, L-6868 Wecker, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 50.240, gegründet durch notarielle Urkunde von Notar Jean SECKLER mit Amtssitz in Junglinster am 8. Februar 1995, veröffentlicht im Mémorial, Nummer 252 vom 10. Juli 1995, darstellen; und

- einer Sacheinlage, bestehend aus zehntausend (10.000) Aktien, welche hundert Prozent (100%) des Kapitals der Köhl Maschinenbau A.G., eine luxemburgische Aktiengesellschaft mit Sitz in 21, Am Scheerleck, L-6868 Wecker, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 139.482, gegründet durch notarielle Urkunde vom vorgenannten Notar am 14. Mai 2008, veröffentlicht im Mémorial, Nummer 1709 vom 11. Juli 2008, darstellen.

2.- Zeichnung der neuen Aktien durch Herrn Wilfried Köhl, Frau Edith Köhl, Herrn Mario Köhl, Herrn Dirk Hartmann und Herrn Wolfram Köhl, die einzigen Aktionäre der Gesellschaft.

3.- Änderung vom ersten Absatz von Artikel 5 der Satzung.

II.- Die Aktionäre und die Aktien sind auf einer Anwesenheitsliste eingetragen; diese Anwesenheitsliste, nachdem sie durch die Aktionäre unterschrieben wurde, wird durch das Verwaltungsbüro geprüft und unterschrieben.

III.- Da ausweislich der Anwesenheitsliste das gesamte Gesellschaftskapital anwesend ist, verzichten die Aktionäre einstimmig auf die Einhaltung der Einberufungsformalitäten und erklären, dass sie über 3 die Tagesordnung der Versammlung im Voraus umfänglich unterrichtet wurden.

IV.- Dass in gegenwärtiger Versammlung das gesamte Aktienkapital vertreten ist, dass somit die Versammlung regelmäßig begründet und befugt ist, über vorstehende Tagesordnung zu beschliessen.

Sodann hat die Versammlung, nach Beratung, einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

#### *Erster Beschluss*

Die Versammlung beschliesst, das Kapital der Gesellschaft um einen Betrag von einhundertsechzigtausendneuhundert Euro (EUR 160.900.-) zu erhöhen, um somit das Kapital von gegenwärtig einer Million zweihunderttausend Euro (EUR 1.200.000.-) auf eine Million dreihundertsechzigtausendneuhundert Euro (EUR 1.360.900.-) zu bringen, durch die Schaffung und Ausgabe von eintausendsechshundertundneun (1.609) neuen Aktien mit einem Nennwert von einhundert Euro (EUR 100.-) je Aktie, mit den gleichen Rechten und Verpflichtungen wie die bestehenden Aktien.

#### *Zeichnung und Einzahlung*

Alle neuen Aktien wurden gezeichnet wie folgt:

1) Herr Wilfried Köhl, wohnhaft in L-5489 Ehnen, 15, Um Kecker, zeichnet vierhundertundvier (404) neue Aktien und zahlt die vierhundertundvier (404) neuen Aktien voll ein durch die Einbringung von eintausendzweihundertsiebenundvierzig (1.247) Aktien der NOUVELLE LUXELEC S.A., vorgenannt, welche auf zweihundertzweiundzwanzigttausendvierhundertundeinundzwanzig Euro sechzehn Cent (EUR 222.421,16.-) geschätzt werden und von zweitausendvierhundertsechsunneunzig (2.496) Aktien der Köhl Maschinenbau A.G., vorgenannt, welche auf vierhundertsiebzigttausendeinhunderteinundsiebzigt Euro zweiundfünfzig Cent (EUR 470.171,52.-) geschätzt werden;

2) Frau Edith Köhl, wohnhaft in L-5489 Ehnen, 15, Um Kecker, zeichnet vierhundertundvier (404) neue Aktien und zahlt die vierhundertundvier (404) neuen Aktien voll ein durch die Einbringung von eintausendzweihundertsiebenundvierzig (1.247) Aktien der NOUVELLE LUXELEC S.A., vorgenannt, welche auf zweihundertzweiundzwanzigttausendvierhundertundeinundzwanzig Euro sechzehn Cent (EUR 222.421,16.-) geschätzt werden und von zweitausendvierhundertsechsunneunzig (2.496) Aktien von Köhl Maschinenbau A.G., vorgenannt, welche auf vierhundertsiebzigttausendeinhunderteinundsiebzigt Euro zweiundfünfzig Cent (EUR 470.171,52.-) geschätzt werden;

3) Herr Mario Köhl, wohnhaft in L-6614 Wasserbillig, 6, rue du Bocksberg, zeichnet vierhundertundvier (404) neue Aktien und zahlt die vierhundertundvier (404) neuen Aktien voll ein durch die Einbringung von eintausendzweihundertsiebenundvierzig (1.247) Aktien der NOUVELLE LUXELEC S.A., vorgenannt, welche auf zweihundertzweiundzwanzigttausendvierhundertundeinundzwanzig Euro sechzehn Cent (EUR 222.421,16.-) geschätzt werden und von zweitausendvierhundertsechsunneunzig (2.496) Aktien von Köhl Maschinenbau A.G., vorgenannt, welche auf vierhundertsiebzigttausendeinhunderteinundsiebzigt Euro zweiundfünfzig Cent (EUR 470.171,52.-) geschätzt werden;

4) Herr Dirk Hartmann, wohnhaft in D-54329 Konz, 28, Röderbusch-Ring, zeichnet einhundertsechsunfünfzig (156) neue Aktien und zahlt die einhundertsechsunfünfzig (156) neuen Aktien voll ein durch die Einbringung von fünfhundertundneun (509) Aktien der NOUVELLE LUXELEC S.A., vorgenannt, welche auf neunzigtausendsiebenhundertsiebenunddachzig Euro neunundsiebzigt Cent (EUR 90.787,79.-) geschätzt werden und von eintausend (1.000) Aktien von Köhl Maschinenbau A.G., vorgenannt, welche auf einhundertachtunddachzigtausenddreihundertsiebzigt Euro (EUR 188.370,00.-) geschätzt werden; und

5) Herr Wolfram Köhl, wohnhaft in Löllberg 5, Konz (Deutschland), zeichnet zweihunderteinundvierzig (241) neue Aktien und zahlt die zweihunderteinundvierzig (241) neuen Aktien voll ein durch die Einbringung von siebenhundertfünfzig (750) Aktien der NOUVELLE LUXELEC S.A., vorgenannt, welche auf einhundertdreißigttausendsiebenhundertdreundsiebzigt Euro dreiundsiebzigt Cent (EUR 133.773,73.-) geschätzt werden und von eintausendfünfhundertzwölf (1.512) Aktien von Köhl Maschinenbau A.G., vorgenannt, welche auf zweihundertvierunddachzigtausenddachthundertfünfeinundzehn Euro vierundvierzig Cent (EUR 284.815,44.-) geschätzt werden.



Der schriftliche Bericht vom 18. Dezember 2014, aufgestellt durch Audit Central S.à r.l., mit Gesellschaftssitz in L-8077 Bertrange, 200a, rue de Luxembourg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 145.074, gemäß Art. 32-1 Abs.5 S.2 i.V.m. Art. 26-1 des Gesetzes betreffend die Handelsgesellschaften vom 10 August 1915, wie abgeändert, über nicht durch Barzahlung erbrachte Einlagen, wurde dem unterzeichnenden Notar vorgelegt.

Dessen Schlussfolgerung lautet wie folgt:

„Auf der Grundlage unserer prüferischen Durchsicht sind uns keine Sachverhalte bekannt geworden, die uns zu der Annahme veranlassen, dass der Wert der Sacheinlagen nicht mindestens dem Wert der herauszugebenden neuen 1.609 Aktien mit einem Nominalwert von je 100 Euro, zusammen mit dem Ausgabeagio von 2.614.625,00 Euro und einem an die Einleger zu zahlenden Saldo von 2.201,45 Euro, d.h. insgesamt 2.777.726,45 Euro, entspricht“.

Dieser Bericht bleibt gegenwärtiger Urkunde beigelegt, um mit derselben einregistriert zu werden.

#### *Beweis der Existenz der Einbringung*

Der Beweis über die Existenz und das Eigentum der Einbringung wurde dem unterzeichnenden Notar erbracht.

#### *Effektive Verwirklichung der Einbringung*

Die einbringenden Personen erklären, dass

- sie die alleinigen Eigentümer vorbezeichneter eingebrachter Aktien sind, und zwar:

1) Herr Wilfried Köhl für eintausendzweihundertsiebenundvierzig (1.247) Aktien an der NOUVELLE LUXELEC S.A. und für zweitausendvierhundertsechundneunzig (2.496) Aktien an der Köhl Maschinenbau A.G.;

2) Frau Edith Köhl für eintausendzweihundertsiebenundvierzig (1.247) Aktien an der NOUVELLE LUXELEC S.A., und für zweitausendvierhundertsechundneunzig (2.496) Aktien an der Köhl Maschinenbau A.G.;

3) Herr Mario Köhl für eintausendzweihundertsiebenundvierzig (1.247) Aktien an der NOUVELLE LUXELEC S.A., und für zweitausendvierhundertsechundneunzig (2.496) Aktien an der Köhl Maschinenbau A.G.;

4) Herr Dirk Hartmann für fünfhundertundneun (509) Aktien an der NOUVELLE LUXELEC S.A. und für eintausend (1.000) Aktien an der Köhl Maschinenbau A.G.;

5) Herr Wolfram Köhl für siebenhundertfünfzig (750) Aktien an der NOUVELLE LUXELEC S.A. und für eintausend-fünfhundertzwölf (1.512) Aktien an der Köhl Maschinenbau A.G.; und

dass sie über diese Aktien verfügen können, da diese rechtlich und vertraglich frei übertragbar sind;

- keinerlei Vorkaufsrecht oder anderes Recht besteht, laut welchem eine Person das Vorrecht hätte eine oder mehrere Aktien zu erwerben, sowie dass die Aktien frei sind von Pfandrechten, Verbindlichkeiten, Garantien oder anderer Belastungen und dass sie ganz eingezahlt sind;

- alle übrigen Formalitäten zur Ausführung der Übertragung überall und gegenüber Dritten getätigt werden.

#### *Zweiter Beschluss*

Infolge des vorangehenden Beschlusses beschliesst die Versammlung den ersten Absatz von Artikel 5 der Satzung abzuändern damit er folgenden Wortlaut erhält:

„ **Art. 5.** Das Gesellschaftskapital beträgt eine Million dreihundertsechzigtausendneuhundert Euro (1.360.900,- EUR), eingeteilt in dreizehntausendsechshundertundneun (13.609) Aktien zu je einhundert Euro (100,- EUR).“

Da somit die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung durch den Vorsitzenden geschlossen.

#### *Bescheinigung*

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, wie abgeändert, erfüllt sind.

#### *Bevollmächtigung*

Die Erschienenen, handelnd in gemeinsamem Interesse, erteilen hiermit einem jeden Angestellten des unterzeichneten Notars Spezialvollmacht, in ihrem Namen jegliche etwaige Berichtungsurkunde gegenwärtiger Urkunde aufzunehmen.

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Senningerberg, in der Amtsstube des instrumentierenden Notars.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: Wilfried Köhl, Dirk Hartmann, Mario Köhl, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 19 décembre 2014. LAC / 2014 / 61745. Reçu 75.-€.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

- Für gleichlautende Kopie - Ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 6. Januar 2015.

Référence de publication: 2015009904/134.

(150011185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.



**Locar SC, Société Civile.**

Siège social: L-8009 Strassen, 19/21, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg E 5.549.

---

**STATUTS**

L'an deux mille quinze, le 16 Janvier

1. Monsieur Adrien DAMIENS, né le 23 Août 1982 à Denain (France), demeurant au 542, Boulevard Edmond Labrasse, F-62780 CUCQ

2. Monsieur Fabrice PAYET, né le 18 Octobre 1970 à Vaulx-En-Velin (France), demeurant au 193, Chemin des Mines, F-38200 SEYSSUEL

Lesquels comparants ont décidé d'acter les statuts d'une Société Civile qu'ils déclarent constituer entre eux comme suit le 16 Janvier 2015.

**Art. 1<sup>er</sup>** . Il est formé entre les associés ci-avant une société civile particulière qui prend la dénomination «Locar SC» (ci-après, la «Société»).

**Art. 2.** La Société a pour objet la détention, l'utilisation et la mise à disposition de biens mobiliers à des fins privées.

La société pourra emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques.

La société pourra effectuer toutes opérations mobilières, immobilières et financières se rattachant directement ou indirectement à cet objet ou de nature à en faciliter la réalisation.

**Art. 3.** Le siège social est établi à Strassen. Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg sur simple décision de l'assemblée générale des associés.

**Art. 4.** La Société est constituée pour une durée indéterminée, elle pourra être dissoute par décision de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à 100,00 EUR, répartis en 100 parts de 1,00 EUR chacune et constitué par l'apport en numéraire sur un compte ouvert pour la société.

**Art. 6.** En raison de leur apport, il est attribué 99 parts à Adrien DAMIENS et 1 part à Fabrice PAYET, les comparants ci-dessus mentionnés.

**Art. 7.** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles sont incessibles entre vifs ou pour cause de mort à des tiers non-associés sans l'accord unanime de tous les associés restants.

La cession des parts s'opérera par un acte authentique ou sous seing privé, en observant l'article 1690 du Code civil.

**Art. 8.** Le décès ou la déconfiture de l'un des associés n'entraîne pas la dissolution de la société. Si les associés survivants n'exercent pas leur droit de préemption en totalité, la société continuera entre les associés et les héritiers de l'associé décédé. Toutefois, les héritiers devront, sous peine d'être exclus de la gestion et des bénéfices jusqu'à régularisation, désigner dans les quatre mois du décès l'un d'eux ou un tiers qui les représentera dans tous les actes intéressant la Société.

**Art. 9.** La Société est administrée par un gérant nommé et révocable à l'unanimité de tous les associés.

**Art. 10.** Le gérant est investi de tous les pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance en nom et pour compte de la Société. La Société se trouve valablement engagée à l'égard des tiers par la signature individuelle de son gérant.

**Art. 11.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Le bilan est soumis à l'approbation des associés, qui décident de l'emploi des bénéfices. Les bénéfices sont répartis entre les associés en proportion de leurs parts sociales.

**Art. 12.** Les engagements des associés à l'égard des tiers sont fixés conformément aux articles 1862, 1863 et 1864 du Code Civil. Les pertes et dettes de la Société sont supportées par les associés en proportion du nombre de leurs parts dans la Société.

**Art. 13.** L'assemblée des associés se réunit aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent sur convocation du gérant ou sur convocation d'un des associés.

L'assemblée statue valablement sur tous les points de l'ordre du jour et ses décisions sont prises à la simple majorité des voix des associés présents ou représentés, chaque part donnant droit à une voix. Toutes modifications des statuts doivent être décidées à l'unanimité des associés.

**Art. 14.** En cas de dissolution, la liquidation sera faite par le gérant ou par les associés selon le cas, à moins que l'assemblée n'en décide autrement.

**Art. 15.** Les articles 1832 à 1872 du Code civil auront vocation à s'appliquer partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts et par les conventions sous seing privé entre associés.

*Evaluation des frais*

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont à sa charge, en raison de sa constitution à 100,-EUR.

*Assemblée Générale Extraordinaire*

A l'instant, les parties comparantes représentant l'intégralité du capital social se sont réunies en assemblée générale extraordinaire à laquelle elles se reconnaissent comme dûment convoquées, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, elles ont pris les résolutions suivantes:

1. Monsieur Adrien DAMIENS, précité, est nommé gérant,
2. Le siège de la Société est établi à L-8009 Strassen, 19/21 Route d'Arlon.

Monsieur Adrien DAMIENS / Monsieur Fabrice PAYET.

Référence de publication: 2015009914/66.

(150011505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.

**LFPI US Real Estate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 4.025.000,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 33, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 181.711.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-third day of December,  
Before Maître Jean-Paul MEYERS, notary, residing in Rambruch, Grand-Duchy of Luxembourg,

There appeared,

LFPI U.S. Real Estate Fund I, a partnership limited by shares (société en commandite par actions) incorporated by deed of Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg on the 5<sup>th</sup> June 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2187 of 19<sup>th</sup> August 2014 and qualifying as investment company with variable capital - specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) under the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds as amended from time to time,

duly represented by Mr Claude CRAUSER, having his professional address at 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal. The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of LFPI US Real Estate S.à r.l., a société à responsabilité limitée (hereinafter the "Company"), having its registered office at L-1931 Luxembourg, 33, avenue de la Liberté, GrandDuchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 181 711, incorporated by a deed of Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem (Luxembourg), of November 5<sup>th</sup>, 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 3312, page 158930 of December 30<sup>th</sup>, 2013.

The appearing party, representing the entire share capital, requested the undersigned notary to act that the agenda of the meeting is as follows:

*Agenda*

- 1) Increase of the share capital of the Company from its current amount of twenty-five thousand US dollars (USD 25,000.-), represented by twenty-five thousand (25,000) shares, having a par value of one US dollar (USD 1.-) each, up to four million twenty-five thousand US dollars (USD 4,025,000.-), through the issue of four million (4,000,000) new shares, having a par value of one US dollar (USD 1.-) each, against a payment in cash;
- 2) Subsequent amendment of Article 5.1 of the articles of association of the Company.

The appearing party, representing the entire share capital, took the following resolutions:

*First resolution:*

The sole shareholder resolves to increase the share capital of the Company from its current amount of twenty-five thousand US dollars (USD 25,000.-), represented by twenty-five thousand (25,000) shares, having a par value of one US dollar (USD 1.-) each, up to four million twenty-five thousand US dollars (USD 4,025,000.-), through the issue of four million (4,000,000) new shares, having a par value of one US dollar (USD 1.-) each.

The four million (4,000,000) new shares have been subscribed by LFPI U.S. Real Estate Fund I, aforementioned, at a total price of four million US dollars (USD 4,000,000.-) entirely allocated to the share capital.

The four million (4,000,000) new shares have been fully paid up in cash by LFPI U.S. Real Estate Fund I, aforementioned, and the total amount of four million US dollars (USD 4,000,000.-) is at the disposal of the Company, as it has been shown to the undersigned notary.

*Second resolution:*

As a consequence of the above resolution, the sole shareholder resolves to amend Article 5.1 of the articles of association of the Company which shall henceforth be read as follows:

“ **5.1.** The corporate capital is fixed at four million twenty-five thousand US dollars (USD 4,025,000.-) represented by four million twenty-five thousand (4,025,000) shares having each a nominal value of one US dollar (USD 1.-) each (hereafter referred to as the "Shares").

There being no further business, the meeting is closed.

WHEREOF, this deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document. The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that upon request of the proxy-holder of the appearing person, this deed is worded in English, followed by a French version; upon request of the same appearing proxy-holder of the appearing person and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxy-holder of the above appearing party known to the notary, such person signed together with the notary this deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille quatorze, le vingt-trois décembre,

Par devant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire, résidant à Rambrouch, Grand-Duché du Luxembourg,

A comparu:

LFPI U.S. Real Estate Fund I, une société en commandite par actions (société en commandite par actions) constituée par un acte de Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire résidant à Sanem, Luxembourg, le 5 juin 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3312, page 158930 du 30 décembre 2013 et se qualifiant comme société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé suivant la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés telle qu'amendée de temps à autres,

dûment représenté par M. Claude CRAUSER, ayant son adresse professionnelle à 5, avenue Gaston Diderich à L-1420 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé. Ladite procuration, signée ne varietur par le mandataire du comparant et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Le comparant est l'associé unique LFPI US Real Estate S.à r.l., une société à responsabilité limitée (ci-après la "Société"), ayant son siège social au 33, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, enregistrée au registre du commerce et des sociétés du Luxembourg sous le numéro B 181 711, constituée par un acte de Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire résidant à Sanem, Luxembourg, le 5 novembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2187 du 19 août 2014.

Le comparant, représentant l'intégralité du capital social, a requis le notaire soussigné de prendre acte que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Agenda*

1) Augmentation du capital de la Société de son montant actuel de vingt-cinq mille US dollars (USD 25,000.-), représenté par vingt-cinq mille (25,000) parts sociales, d'une valeur nominale de un US dollar (USD 1.-) chacune, au montant de quatre millions vingt-cinq mille US dollars (USD 4,025,000.-) par l'émission de quatre millions (4,000,000) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'un US dollar (USD 1.-) chacune, en échange d'un paiement en numéraire;

2) Modification subséquente de l'article 5.1 des statuts de la Société.

Le comparant, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

*Première résolution:*

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société de son montant actuel de vingt-cinq mille US dollars (USD 25,000.-), représenté par vingt-cinq mille (25,000) parts sociales, d'une valeur nominale de un US dollar (USD 1.-) chacune, au montant de quatre millions vingt-cinq mille US dollars (USD 4,025,000.-) par l'émission de quatre million (4,000,000) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'un dollar (USD 1.-) chacune.

Les quatre millions (4,000,000) nouvelles parts sociales ont été souscrites par LFPI U.S. Real Estate Fund I, susmentionné, pour un montant de quatre millions de US dollars (USD 4,000,000.-) intégralement alloué au capital social.

Les quatre millions (4,000,000) nouvelles parts sociales ainsi souscrites ont été entièrement libérées en numéraire par LFPI U.S. Real Estate Fund I, susmentionné, et le montant total de quatre millions US dollars (USD 4,000,000.-) est à la libre disposition de la Société tel qu'il a été démontré au notaire soussigné.

*Seconde résolution:*

A la suite de la résolution précédente, l'associé unique a décidé de modifier l'article 5.1 des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

« **5.1.** La Société a un capital social de quatre millions vingt-cinq mille US dollars (USD 4,025,000-) représenté par quatre millions vingt-cinq mille (4,025,000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un US dollar (USD 1,-) chacune (les "Parts Sociales");

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du mandataire du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du mandataire de ce même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, ledit comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Crauser, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 29 décembre 2014. Relation: RED/2014/2670. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 31 décembre 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2015009925/115.

(150010722) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.

**GRI 4 Investment Giessen S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. GIT Giessen).**

**Capital social: EUR 12.400,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 166.205.

In the year two thousand and fifteen, on the thirtieth day of January;

Before Us Me Cosita DELVAUX, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

THERE APPEARED:

1. GIT INTERNATIONAL HOLDING, a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 12,400.-, having its registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 166200,

here validly represented by two of its managers, Mr Scott HALL, category A manager, residing professionally in Orlando (USA), and Mrs Virginia Jennifer STRELEN, category B manager, residing professionally in Luxembourg.

2. German Retail Income 4 S.à r.l. a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 25,000.-, having its registered office at 412F, route d'Esch L - 1030 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 191057,

here represented by Me Sylvie LOUIS, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal.

3. German Retail Income 2 S.à r.l. a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 25,000.-, having its registered office at 412F, route d'Esch L - 1030 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 185657,

here represented by Me Sylvie LOUIS, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal.

The said powers, signed "ne varietur" by the above named appearing persons, acting in the above stated capacities, as well as by the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties are the shareholders (the "Shareholders") of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) GIT GIESSEN, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 166205 (the "Company"), incorporated pursuant to a deed

of the notary Joseph Elvinger, then notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated 9 January 2012, whose articles of incorporation (the "Articles") have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") on 20 January 2012, number 164, page 7833. The Articles of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, dated 15 February 2012, published in the Mémorial on 3 April 2012, number 875, page 41920.

The appearing parties represent the whole corporate capital of the Company, and require the notary to enact the following resolutions on the basis of the following agenda:

#### *Agenda*

1. Change of the corporate name of the Company from "GIT GIESSEN" into "GRI 4 Investment Giessen S.à r.l." and amendment of the relevant to Company's name article of the Articles of the Company accordingly;
2. Full restatement of the Articles of the Company;
3. Acknowledgement of the resignation of Mr. Scott Hall as A manager, Mr. William Kent Crittenden as A manager, Mr. Jean-Marc McLean as B manager and Mrs. Virginia Jennifer Strelen as B manager from the board of managers of the Company, with effect as of the date of the present resolutions;
4. Appointment of Mr. Rüdiger Schwarz, Mr. Enrico Baldan and Pramerica Luxembourg Corporate Directorship S.à r.l as managers of the Company, with immediate effect and for an unlimited duration;
5. Miscellaneous.

#### *First resolution*

The Shareholders decide to change the corporate name of the Company from "GIT GIESSEN" into "GRI 4 Investment Giessen S.à r.l." and to amend the relevant to Company's name article of the Articles of the Company accordingly.

#### *Second resolution*

The Shareholders decide to fully restate and amend the Articles, which shall read as follows:

### **"Form, name, registered office, object, duration**

#### **1. Form.**

1.1 There is hereby established a company in the form of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") (the "Company") which shall be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, notably the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time (the "1915 Law"), Article 1832 of the Luxembourg Civil Code, as amended, and the present articles of association (the "Articles").

1.2 The Company may at any time be composed of any number of shareholders not exceeding forty (40).

#### **2. Company name.**

2.1 The Company exists under the name "GRI 4 Investment Giessen S.à r.l."

#### **3. Registered office.**

3.1 The Company has its registered office in the municipality of Luxembourg.

3.2 The Sole Manager (as defined below) (if the Company has at the time a Sole Manager) or the Board (as defined below) (if the Company has at the time a Board) is authorized to change the address of the Company's registered office within the municipality of the Company's registered office.

3.3 Branches or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg by decision of the Sole Manager or the Board (as appropriate).

3.4 In the event that, in the opinion of the Sole Manager or the Board (as appropriate), extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with the said office or between the said office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad, until the end of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

#### **4. Object.**

4.1 The purpose of the Company is the holding and sale of real estate properties, for its own account, either in the Grand Duchy of Luxembourg or in the Federal Republic of Germany as well as all operations relating to real estate properties, including the development, promotion, sale, management, development and/or lease of such real estate properties.

4.2 The Company may further take measures in accordance with any Shareholder Agreement to raise capital including without limitation taking out loans.

4.3 In general, the Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes.

**5. Duration.** The Company is established for an indefinite period of time.

### **Share Capital, Transfer of Shares**

#### **6. Share capital.**

6.1 The share capital of the Company is set at twelve thousand four hundred Euro (EUR 12,400.-), represented by twelve thousand four hundred (12,400) shares having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (each of them a "Share" or "Shares").

6.2 In addition to the share capital, the Company may maintain a share premium account. Any premium paid on shares in addition to the par value must be transferred into the share premium account. The funds of the share premium account may be used by the Company to redeem the Company's own shares from the shareholder(s) of the Company (the "Shareholder(s)"), to offset any net realized losses, to make distributions to Shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

6.3 In addition to the share capital and share premium account, the Shareholders may decide to set up a capital contribution account 115 (compte 115 "Apport en capitaux propres non rémunéré par des titres") on which the Company shall allocate any capital contributions to the Company which will be made without issue by the Company of any new shares in consideration for the relevant contribution and which will constitute a freely distributable reserve to the extent that the Company has sufficient funds available for distribution according to Luxembourg law.

6.4 The share capital of the Company may be increased or reduced once or several times by the Shareholders in accordance with these Articles and the laws of the Grand Duchy of Luxembourg applicable to any amendment of these Articles.

6.5 The Company may only acquire its own shares for the purpose of and subject to their immediate cancellation.

#### **7. Shares.**

7.1 All Shares will be and remain in registered form.

7.2 Ownership of a Share carries implicit acceptance of the Articles and the resolutions adopted by the Shareholders.

7.3 Each Share is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

7.4 Each Share of the Company is indivisible vis à vis the Company. Co-owners of Shares must be represented by a common representative vis à vis the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to the Shares until a common representative has been notified by the co-owners to the Company in writing or by fax.

#### **8. Transfer of Shares.**

8.1 The Shares may be transferred freely amongst the Shareholders and shall be transferred in accordance with any Shareholders' Agreement.

8.2 Any transfer of Shares to third parties requires the consent of the Shareholders representing at least three quarters of the issued share capital and shall be made in accordance with any Shareholders' Agreement, including any drag-along rights or tag-along rights thereunder.

8.3 Any transfer of Shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. No transfer of Shares is binding vis à vis the Company or vis à vis third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company in accordance with the rules on the transfer of claims in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular with article 190 of the 1915 Law and article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

#### **9. Restriction on Disposal of Shares.**

9.1 The Disposal of Shares is subject to the provisions of any Shareholders' Agreement and the present Articles.

9.2 Notwithstanding anything in these Articles or any Shareholders' Agreement to the contrary, no Disposal of Shares shall be permitted unless such Disposal is, in addition to any other requirements set forth in any Shareholders' Agreement that may be entered into from time to time between the Shareholders, in compliance with applicable Luxembourg laws.

9.3 Each Shareholder may only Dispose of the Shares in strict compliance with all applicable terms of any Shareholders' Agreement that may be entered into from time to time between the Shareholders and, to the fullest extent permitted by Luxembourg law, any purported Disposal of Shares by a Shareholder that does not comply with all applicable terms of any Shareholders' Agreement shall be null and void and of no force or effect, and the Company shall not recognize or be bound by any such purported Disposal and shall not effect any such purported Disposal.

9.4 Any Disposal by a Shareholder of Shares made in accordance with these Articles and any Shareholders' Agreement that may be entered into from time to time between the Shareholders shall be effected by such documents and instruments as are necessary to comply with Luxembourg law.

### **Management**

#### **10. Managers.**

10.1 The Company will be managed by one (1) or more managers ("Managers") who shall be appointed by a shareholders' resolution passed in accordance with the 1915 Law and these Articles.



10.2 If the Company has at the relevant time only one (1) Manager, he is referred to in these Articles as a "Sole Manager".

10.3 If the Company has from time to time more than one (1) Manager, they will constitute a board of managers or conseil de gérance (the "Board").

10.4 The Shareholders shall determine the limited or unlimited duration of their mandate.

10.5 The Managers shall not be entitled to any remuneration or cost reimbursement for their mandate.

10.6 The Manager(s) will hold office until their successors are elected. They may be re-elected and may be removed at any time, with or without cause, by the Shareholders.

10.7 Even after the term of their mandate, the Manager(s) are not entitled to disclose confidential information of the Company or any Company information which may be detrimental to the Company's interests, except when such a disclosure is mandatory by law.

#### **11. Board of Managers.**

11.1 The Board will appoint a Manager as chairman of the Board (the "Chairman of the Board").

11.2 The Board may also appoint a secretary, whether a Manager or not, who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the Shareholders.

#### **12. Powers of the Board.**

12.1 The Sole Manager (if the Company has at the time a Sole Manager) or the Board (if the Company has at the time a Board) is vested with powers to act on behalf of the Company and to perform or authorise all acts of an administrative or a disposal nature, necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg to the Shareholders fall within the competence of the Sole Manager or the Board (as appropriate).

12.2 The Sole Manager or the Board (as appropriate) may confer certain powers and/or special mandates, including the representation of the Company vis-à-vis third parties to one or several Manager(s), Shareholder(s) or third person (s), any of these acting either alone or jointly.

#### **13. Meetings of the Board and Written Decisions.**

13.1 The Board will meet upon the request of any Manager in accordance with the provisions of section 13.3 below.

13.2 The Chairman of the Board will inform each Manager of place, date, time and agenda of the meeting by written notice or e-mail. Such notice must be received by the Managers at least fourteen (14) calendar days prior to the meeting. No separate notice is required for meetings held at places, dates and times specified in a time schedule previously adopted by a decision of the Board and in cases of urgency.

13.3 The notice requirement may be waived by unanimous consent by all Managers at the meeting of the Board or otherwise.

13.4 The Chairman of the Board will preside at all Board meetings. In her/his absence the Board may appoint another Board member as Chairman of the Board pro tempore by vote of the majority of the Managers present or represented at such meeting.

13.5 Managers may act at any Board meeting by appointing another manager in writing as her/his representative.

13.6 Any Manager may participate in any meeting of the Board by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. However, all Managers shall use reasonably best efforts to attend meetings in person or by an authorized representative.

13.7 The Managers may pass resolutions by circular means when expressing their approval in writing by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing, if all Managers agree with such procedure and unanimously agree to the proposed resolutions. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution. Each Manager must be sent a copy of the written record.

13.8 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of the Managers are present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority. Abstention from voting will count as "against vote", except in the case of an abstention motivated by a conflict of interest preventing the relevant Manager to participate in the vote. In the case of a tied vote, the Chairman of the Board has a casting vote.

13.9 Any copies or extracts of the minutes of a Board or of written resolutions of the Managers to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be certified by any Manager.

#### **14. Representation of the Company.**

14.1 Subject as provided by 1915 Law and these Articles, the Company is validly bound or represented towards third parties by:

- if the Company has a Sole Manager, the sole signature of the Sole Manager;
- if the Company has more than one (1) Manager, by the joint signature of any two Managers



- the sole signature of any person to whom such power has been delegated in accordance with the provisions of section 12.2.

#### **15. Conflict of Interests.**

15.1 No contract or other business between the Company and another company or firm shall be affected or invalidated by the sole fact that one or several duly authorised representatives of the Company, including but not limited to any Manager, (i) has a personal interest in, or (ii) is a duly authorised representative and/or shareholder of the said other company or firm (the "Conflicted Representative").

15.2 Except as otherwise provided for hereafter, the Conflicted Representative shall not be automatically prevented from participating in the deliberations or voting on any such transaction, contract or other business. For all contracts or other business not (i) falling within the scope of the day-to-day management of the Company, (ii) being concluded in the Company's ordinary course of business and (iii) being concluded at arm's length, the Conflicted Representative shall inform the Board of any such personal interest and shall not deliberate or vote on any such transaction or other business, and the Shareholders shall be notified of such transaction or other business and the Conflicted Representative's interest therein.

#### **16. Indemnification of Managers.**

16.1 The Company will indemnify its Manager(s), and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred in connection with any action, suit or proceeding to which the Manager(s) is/(are) party for being or having been Manager(s) of the Company or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor if and to the extent they are not entitled to indemnification by such other company.

16.2 Indemnification will only be provided if and to the extent the Manager(s) is/(are) not finally adjudged in an action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct.

16.3 In the event of a settlement, indemnification will only be provided if and to the extent the Company is advised by its legal counsel that the Manager(s) did not commit a breach of his/her duties.

16.4 The foregoing right of indemnification does not exclude other rights to which the Manager(s) and, if applicable its/(their) successors, heirs, executors and administrators may be entitled.

### **Shareholders**

#### **17. Calling of Shareholders' meetings.**

17.1 Shareholders' Meetings are called by any Manager of the Company or any Shareholder.

17.2 A Shareholders' Meeting is called by registered letter (registered personal delivery, registered delivery or registered letter with confirmation of receipt) to each Shareholder, stating the place, date, time and agenda, with a period of notice of at least four (4) weeks. The period of notice begins to run on the day of postage. The day of the Shareholders' Meeting is not counted in the calculation of the period of notice. Any Shareholder can waive its right to be duly convened to a Shareholders Meeting.

#### **18. Quorum and venue.**

18.1 Shareholders' Meetings shall take place at the registered office of the Company or at the place specified in the convening notice sent to the Shareholders as referred to in section 17.2 of the Articles.

18.2 Subject to section 21.1 sentence 2 of the Articles, a Shareholders' Meeting only constitutes a quorum if at least 50% of the share capital is represented (whether in person or by telephone conference or other telecommunication connection or by proxy pursuant to section 19 of the Articles).

#### **19. Attendance and proxy.**

19.1 Each Shareholder is entitled to be accompanied or represented at the Shareholders' Meeting by a lawyer, tax advisor or auditor under a professional duty of confidentiality or an investment manager of such Shareholder or by any other duly authorized representative, in any case authorised by a written power of attorney or by telefax, cable, telegram or telex.

19.2 The Majority Shareholders shall be entitled to nominate one person, who does not need to be a Manager, who shall be entitled to attend any Shareholders' Meetings as an observer.

**20. Plenary meeting.** If all Shareholders are present or represented and consent to a resolution being passed, resolutions can also be passed even if the applicable statutory provisions or provisions of the Articles for calling, announcing and conducting a Shareholders' Meeting have not been complied with.

#### **21. General provisions for Shareholders' resolutions.**

21.1 All Shareholders' resolutions will be passed by Shareholders representing more than half of the issued share capital of the Company, except as otherwise required by law or by the Articles. In case the majority of more than half of the issued share capital of the Company is not reached at the first meeting, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter in accordance with section 17.2 of the Articles, and decisions shall be adopted by a

majority of the votes cast, regardless of the portion of issued share capital represented without the application of any quorum at that second meeting.

21.2 Any amendment to the Articles or the change of the nationality of the Company requires a unanimous decision of the Shareholders.

21.3 Every Share carries one vote. Abstentions are deemed to be votes not cast, except in the case of an abstention motivated by a conflict of interest preventing the relevant Shareholder to participate in the vote.

21.4 Shareholders' resolutions can only be challenged by a Shareholder within a time-limit of two (2) months from the day on which the Shareholder received a copy of the written record containing the respective Shareholders' resolution.

21.5 Any copies or extracts of the minutes of Shareholders' Meetings or of written Shareholders' resolutions to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be certified by any member of the Board.

## **22. Shareholders' resolutions outside meetings.**

22.1 A Shareholder may act at any Shareholders' Meeting by appointing in writing or by telefax, cable, telegram or telex as his proxy another person who need not be a Shareholder. Except as otherwise required by law or the Articles, resolutions will be taken by a simple majority of votes of the Shareholders representing more than half of the issued share capital of the Company. Copies or extracts of the minutes of the meeting to be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by any member of the Board of the Company.

22.2 In case and as long as the Company has not more than twentyfive (25) Shareholders, collective decisions otherwise conferred on the Shareholders' Meeting may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each Shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

## **23. Shareholders' reserved matters.**

23.1 Subject to the provisions of any Shareholders' Agreement, the following matters will require the approval of all Shareholders:

- any change to the Articles or in the capital structure of the Company or the issuance of further shares, any change in the share capital or the creation, allotment or issue of any shares or of any other security or the grant of any option or rights to subscribe for or to convert any instrument into such shares or securities;
- any reduction of the share capital or variation of the rights attaching to any class of shares or any redemption, purchase or other acquisition by the Company of any shares or other securities of the Company;
- the conversion of the form of the Company into anything other than a private company limited by shares or, to the extent permitted by Luxembourg law, a change in the jurisdiction of the seat of the Company (including the move of the administrative seat abroad);
- any application for the listing of any shares or other securities of the Company on any stock exchange or for permission for dealings in any shares or other securities of the Company in any securities market;
- the issue by the Company of any debenture or loan stock (whether secured or unsecured);
- the presentation of any petition for winding-up of the Company;
- any material change to the nature or geographical area of the business of the Company;
- the sale, split, spin-off, transformation, or liquidation of the Company or any consolidation, merger, amalgamation of the Company with any other company;
- acquisitions of other real property;
- granting of loans or similar instruments;
- conclusion of loan agreements or other agreements with or receiving loans from a Shareholder, Affiliates of a Shareholder, a Relevant Other Counterparty or an Affiliate of a Relevant Other Counterparty;
- loan agreements or similar instruments which are not at arm's length;
- the entering into or variation of any transaction by the Company with (i) a Shareholder or (ii) a Manager.

## **Financial year, distributions of earnings**

**24. Financial year.** The Company's financial year begins on the first day of the month of January and ends on the thirty-first day of December.

## **25. Approval of financial statements.**

25.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the Sole Manager or the Board as appropriate will draw up the annual accounts of the Company in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

25.2 The Sole Manager or the Board as appropriate will submit the annual accounts of the Company to the Shareholders for approval.

25.3 Each Shareholder may inspect the annual accounts at the registered office of the Company as provided for by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

**26. Allocation of Profits.** From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. This allocation will cease to be required as soon and

as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed share capital of the Company. The Shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be allocated in accordance with any Shareholders' Agreement.

**27. Interim dividends.** The Sole Manager or the Board as appropriate is authorized to pay out interim dividends, provided that current interim accounts have been drawn-up and that said interim accounts show that the Company has sufficient available funds for such a distribution and always in accordance with the provisions of the 1915 Law and of any Shareholders' Agreement.

### Dissolution, liquidation

#### 28. Dissolution and liquidation.

28.1 The dissolution of the Company may be resolved by its Shareholders with the same quorum and majority required to amend these Articles, unless otherwise provided by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

28.2 Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the Shareholders determining powers and compensation of the liquidator(s).

28.3 After payment of all the outstanding debts of and charges against the Company, including taxes and expenses pertaining to the liquidation process, the remaining net assets of the Company shall be distributed to the Shareholders in accordance with any Shareholders' Agreement.

### Applicable Law

**29. Applicable law.** All matters not governed by these Articles shall be determined by in accordance with the 1915 Law.

### Definitions

**30. Definitions.** "Affiliate" means, in relation to a specified person, any other person directly or indirectly controlled by or controlling, or under direct or indirect common Control with, such specified person, provided that the Company shall not be regarded as being the Affiliates of any Shareholder and that an Affiliate ceases to be an Affiliate if there is a Change of Control in such Affiliate;

"Change of Control" shall be deemed to have occurred if, and at that time at which, a person (or a group of persons acting jointly) other than the present controlling person assumes Control over a Shareholder;

"Control", unless the context otherwise requires, means the power of a person (or persons acting in concert) to secure, whether by way of ownership or in the possession of voting rights or the provisions of any agreement or document or otherwise, that the affairs of another are conducted directly or indirectly in accordance with the wishes of that person (or persons acting in concert); and "controlled" shall be construed accordingly. For these purposes, "persons acting in concert", in relation to a person, are persons who actively co-operate, pursuant to an agreement or understanding (whether formal or informal) with a view to obtaining or consolidating control of that person;

"Dispose" means, in relation to a Share or a Shareholder Loan as the case may be, (i) any sale, assignment or transfer; (ii) the creation or permitting to subsist of any pledge, mortgage, charge, lien or other security interest or encumbrance; (iii) the creation of any trust or the conferring of any option, right or interest; (iv) the entry into of any agreement, arrangement or understanding in respect of votes or the right to receive dividends or other payments; (v) the renunciation or assignment of any right to subscribe or receive a Share or any legal or beneficial interest in a Share; (vi) any agreement to do any of the foregoing, except an agreement which is conditional on compliance with the terms of any Shareholders' Agreement; or (vii) the transmission by operation of law;

and "a Disposal" and "Disposed of" shall be construed accordingly;

"Relevant Other Counterparty" means Pramerica Real Estate International AG, Pramerica Financial Ltd. (UK), Pramerica CB German Retail LLC (US) and Stoke Park Capital GmbH;

"Shares" means the shares of the Company;

"Shareholders" means the shareholders of the Company;

"Shareholders' Agreement" means any joint venture agreement or shareholders' agreement the Shareholders may enter into from time to time in relation to the Company;

"Shareholder Loan" means a loan from a Shareholder or an Affiliate of a Shareholder to the Company;

"Shareholders' Meeting(s)" means any shareholders' meeting(s) of the Company."

#### *Third resolution*

The Shareholders decide to acknowledge the resignation of Mr. Scott Hall as A manager, Mr. William Kent Crittenden as A manager, Mr. Jean-Marc McLean as B manager and Mrs. Virginia Jennifer Strelen as B manager from the board of managers of the Company, with effect as of the date of the present resolutions.

#### *Fourth resolution*

The Shareholders decide to appoint:

- Mr. Rüdiger Schwarz, born on 27.04.1973 in Regensburg (Germany), having his professional address at 2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mr. Enrico Baldan, born on 04.07.1974 in Dolo (Italy), having his professional address at 2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Pramerica Luxembourg Corporate Directorship S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), established and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of EUR 12,500.- and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 103370,

as managers of the Company, with immediate effect and for an unlimited duration.

#### *Costs and expenses*

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately EUR 1,700.-.

#### *Statement*

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing parties, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the above named appearing persons, acting as said before, known to the notary by names, first names, civil statuses and residences, they signed with Us the notary the present deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le trentième jour du mois de janvier;

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire résidant à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), instrumentant;

#### **ONT COMPARU:**

1. GIT INTERNATIONAL HOLDING, une société à responsabilité limitée, établie et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de EUR 12.400.-, ayant son siège social au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 166200,

ici dûment représentée par deux de ses gérants, Monsieur Scott HALL, gérant de catégorie A, résidant professionnellement à Orlando (Etats-Unis), et Madame Virginia Jennifer STRELEN, gérant de catégorie B, résidant professionnellement à Luxembourg.

2. German Retail Income 4 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, établie et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de EUR 25.000.-, ayant son siège social au 412F, route d'Esch L - 1030 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 191057,

ici représentée par Me Sylvie LOUIS, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

3. German Retail Income 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, établie et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de EUR 25.000.-, ayant son siège social au 412F, route d'Esch L - 1030 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 185657,

ici représentée par Me Sylvie LOUIS, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Lesdits pouvoirs, signées "ne varietur" par les comparants prénommées, ès-qualités qu'ils agissent, ainsi que par le notaire instrumentant, resteront annexés au présent acte pour être enregistrées avec lui.

Lesquelles parties comparantes sont les associés (les "Associés") de GIT GIESSEN, une société à responsabilité limitée établie et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 166205 (la "Société"), constituée par un acte du notaire Maître Joseph Elvinger, alors notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, du 9 janvier 2012, dont les statuts (les "Statuts") ont été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") le 20 janvier 2012, numéro 164, page 7833. Les Statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte du notaire Maître Gérard Lecuit, notaire résidant au Luxembourg, le 15 février 2012, publié au Mémorial le 3 avril 2012, numéro 875, page 41920.

Les parties comparantes, représentant l'entièreté du capital social de la Société, requièrent le notaire d'acter les résolutions suivantes, sur la base de l'agenda suivant:

## Agenda

1. Changement du nom social de la Société de "GIT GIESSEN" à "GRI 4 Investment Giessen S.à r.l." et modification de l'article des Statuts relatif à la dénomination sociale de la Société en conséquence;
2. Refonte complète des Statuts de la Société;
3. Reconnaissance de la démission de Mr. Scott Hall comme gérant A, Mr. William Kent Crittenden comme gérant A, Mr. Jean-Marc McLean comme gérant B et Mme Virginia Jennifer Strelen comme gérant B du conseil de gérance de la Société, avec effet à la date des présentes résolutions;
4. Nomination de Mr. Rüdiger Schwarz, Mr. Enrico Baldan et Pramerica Luxembourg Corporate Directorship S.à r.l. comme gérants de la Société, avec effet immédiat et pour une durée illimitée;
5. Divers.

### *Première résolution*

Les Associés décident de changer le nom social de la Société de "GIT GIESSEN" à "GRI 4 Investment Giessen S.à r.l." et de modifier l'article des Statuts relatif à la dénomination sociale de la Société en conséquence.

### *Deuxième résolution*

Les Associés décident de refondre complètement les Statuts, qui auront la teneur suivante:

## **"Forme, Nom, Siège social, Objet, Durée**

### **1. Forme.**

1.1 Il est constitué par les présentes une société sous forme d'une société à responsabilité limitée (la «Société») qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, notamment la Loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée de temps à autre (la «Loi de 1915»), l'Article 1832 du Code civil luxembourgeois, tel qu'amendé, et les présents statuts (les «Statuts»).

1.2 La Société pourra comprendre, à tout moment, un nombre d'associés non supérieur à quarante (40).

### **2. Dénomination de la société.**

2.1 La Société adopte la dénomination de «GRI 4 Investment Giessen S.à r.l.».

### **3. Siège social.**

3.1 Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg.

3.2 Le Gérant Unique (tel que définit ci-dessous) (si la Société est gérée à ce moment-là par un Gérant Unique) ou le Conseil (tel que définit ci-dessous) (si la Société est gérée à ce moment-là par un Conseil) pourra changer l'adresse du siège social de la Société au sein de la commune où le siège social se trouve établi.

3.3 Des succursales ou autres établissements pourront être créés au Grand-Duché de Luxembourg sur décision du Gérant Unique ou du Conseil (selon le cas).

3.4 En cas de survenance ou d'imminence d'événements politiques, économiques ou sociaux extraordinaires, susceptibles de l'avis du Gérant Unique ou du Conseil (selon le cas) de perturber les activités courantes de la Société à son siège social ou d'affecter la facilité des communications avec ledit siège ou entre ledit siège et des personnes à l'étranger, le Conseil pourra temporairement transférer le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation de ces circonstances exceptionnelles. Ces mesures provisoires n'auront aucune incidence sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert temporaire du siège social, demeurera une société de droit luxembourgeois.

### **4. Objet.**

4.1 La Société a pour objet la prise de participations et la vente de biens immobiliers pour son propre compte, soit au Grand-Duché de Luxembourg ou en République Fédérale d'Allemagne ainsi que toutes opérations relatives à des biens immobiliers, y compris le développement, la promotion, la vente, la gestion, le développement et la location de biens immobiliers.

4.2 La Société pourra également prendre des mesures conformément avec tout Pacte d'Associés pour mobiliser des capitaux, y compris, sans restriction, contracter des prêts.

4.3 De manière générale, la Société pourra exercer toutes activités commerciales, industrielles ou financières, susceptibles d'être utiles à la réalisation de son objet.

**5. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

## **Capital social, Cession de parts**

### **6. Capital social.**

6.1 Le capital social de la Société est fixé à douze mille quatre cents euros (EUR 12.400,-), représenté par douze mille quatre cents (12.400) parts sociales d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune (chacune d'elle une «Part Sociale» ou les «Parts Sociales»).

6.2 En sus du capital social, la Société pourra entretenir un compte de primes d'émission. Toute prime payée sur des parts sociales en sus de la valeur nominale devra être transférée sur le compte de primes d'émission. Les fonds du compte de primes d'émission pourront être utilisés par la Société aux fins du rachat de ses propres parts sociales auprès de l'associé/des associés de la Société («l'Associé» / les «Associés»), de la compensation de toutes pertes nettes réalisées, de distributions aux Associés ou de l'affectation de fonds à la réserve légale.

6.3 En sus du capital social et du compte de primes d'émission, les Associés pourront décider d'ouvrir un compte 115 «Apport en capitaux propres non rémunéré par des titres», auquel la Société affectera tous apports en capital à la Société, sans émission de la part de cette dernière de nouvelles parts sociales en contrepartie de l'apport en question, et qui constituera une réserve librement distribuable, sous réserve que la Société dispose de fonds suffisant à une distribution, conformément au droit luxembourgeois.

6.4 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou diminué par les Associés en une ou plusieurs tranches conformément aux présents Statuts et aux dispositions légales du Grand-Duché de Luxembourg applicables en matière de modification des présents Statuts.

6.5 La Société pourra uniquement racheter ses propres parts sociales aux fins et sous réserve de leur annulation immédiate.

### **7. Parts Sociales.**

7.1 Toutes les Parts Sociales seront et demeureront nominatives.

7.2 La possession d'une Part Sociale vaut acceptation implicite des Statuts et des résolutions adoptées par les Associés.

7.3 Chaque Part Sociale donne droit à une voix, sous réserve des restrictions imposées par le droit luxembourgeois.

7.4 Chaque Part Sociale de la Société est indivisible vis-à-vis de la Société. Les codétenteurs de Parts Sociales devront être représentés par un représentant commun à l'égard de la Société. La Société sera en droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés aux Parts Sociales jusqu'à ce qu'elle ait été notifiée par écrit ou par télécopie de la part des codétenteurs de la désignation d'un représentant commun.

### **8. Cession de Parts Sociales.**

8.1 Les Parts Sociales sont librement cessibles entre Associés, une telle cession devant se faire conformément à tout Pacte d'Associés.

8.2 Les cessions de Parts Sociales à des tiers seront sujettes au consentement des Associés représentant au moins les trois quarts du capital émis et devront se faire dans le respect de tout Pacte d'Associés, à l'inclusion des droits de sortie conjointe («drag-along rights») ou des droits de cession conjointe («tag-along rights») y stipulés.

8.3 Toute cession de Parts Sociales devra être attestée par un acte notarié ou un contrat sous seing privé. Aucune cession de Part Sociale ne sera opposable à la Société ou à des tiers, à moins d'avoir été dûment notifiée à la Société ou acceptée par la Société conformément aux règles régissant la cession de créances, telles que stipulées par les dispositions légales du Grand-Duché de Luxembourg, notamment l'article 190 de la Loi de 1915 et l'article 1690 du Code civil luxembourgeois.

### **9. Restrictions à la Disposition des Parts Sociales.**

9.1 La Disposition des Parts Sociales est soumise aux dispositions de tout Pacte d'Associés et aux présents Statuts.

9.2 Nonobstant les dispositions contenues dans ces Statuts ou dans tout Pacte d'Associé, aucune Disposition de Parts Sociales ne pourra être autorisée sauf si cette Disposition est, en plus de toutes exigences énoncées par tout Pacte d'Associés qui peut être conclu de temps en temps, en conformité avec les lois luxembourgeoises.

9.3 Chaque Associé peut uniquement Disposer des Parts Sociales dans le strict respect de toutes les conditions applicables à tout Pacte d'Associés qui viendrait à être conclu entre les Associés le cas échéant et, dans la mesure permise par la loi Luxembourgeoise, toute prétendue Disposition de Parts Sociales par un Associé qui ne serait pas en conformité avec toutes les conditions applicables de tout Pacte d'Associés sera nulle et non avenue et sans effet, et la Société ne devra reconnaître et ne sera liée par aucune de ces prétendues cessions et ne devra refléter aucune de ces prétendues Dispositions dans son registre.

9.4 Toute Disposition par tout Associé de Parts Sociales effectuée en accord avec les présents Statuts et tout Pacte d'Associés qui viendrait à être conclu par les Associés le cas échéant, doit être réalisée grâce aux documents et instruments qui doivent être utilisés afin de se conformer à la loi Luxembourgeoise.

## **Gérance**

### **10. Gérants.**

10.1 La Société sera gérée par un (1) ou plusieurs gérants (les "Gérants") qui seront nommés par une résolution des Associés prise conformément à la Loi de 1915 et aux présents Statuts.

10.2 Si à un moment donné la Société est gérée par un (1) Gérant unique, il sera désigné dans les présents Statuts comme le "Gérant Unique".

10.3 Si de temps en temps la Société est gérée par plus qu'un (1) Gérant, ils constitueront un conseil de gérance (le "Conseil").



10.4 Les Associés détermineront la durée limitée ou illimitée de leur mandat.

10.5 Les Gérants ne pourront prétendre à aucune rémunération ni à aucun remboursement de frais pendant leur mandat.

10.6 Le ou les Gérants exerceront leurs fonctions jusqu'à l'élection de leurs successeurs. Ils pourront être réélus et être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par les Associés.

10.7 Même au terme de leur mandat, le ou les Gérants ne seront pas habilités à divulguer des informations confidentielles de la Société ni aucune autre information de la Société susceptible de porter atteinte à ses intérêts, sauf toutefois si cette divulgation est imposée par la loi.

### **11. Conseil de Gérance.**

11.1 Le Conseil nommera l'un des Gérants au poste de président du Conseil (le «Président du Conseil»).

11.2 Le Conseil pourra également nommer un secrétaire, qu'il ait ou non la qualité de Gérant, qui sera responsable de la rédaction des procès-verbaux des réunions du Conseil et des assemblées des Associés.

### **12. Pouvoirs du Conseil.**

12.1 Le Gérant Unique (si la Société est gérée à ce moment-là par un Gérant Unique) ou le Conseil (si la Société est gérée à ce moment-là par un Conseil) est habilité à agir au nom de la Société et à accomplir ou autoriser tous actes de nature administrative ou en matière d'aliénation, nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés aux Associés par la législation luxembourgeoise relèvent de la compétence du Gérant Unique ou du Conseil (selon le cas).

12.2 Le Gérant Unique ou le Conseil (selon le cas) pourra conférer certains pouvoirs et/ou mandats spéciaux, y compris la représentation de la Société à l'égard des tiers, à un ou plusieurs Gérants, Associés ou tiers, ceux-ci agissant individuellement ou conjointement.

### **13. Réunions du Conseil et Décisions écrites.**

13.1 Le Conseil se réunira à la demande de tout Gérant conformément aux stipulations de l'article 13.3 ci-dessous.

13.2 Le Président du Conseil informera chaque Gérant du lieu, de la date, de l'heure et de l'ordre du jour de la réunion, par avis de convocation adressé par courrier ou par courriel. Cet avis de convocation devra être reçu par les Gérants au moins quatorze (14) jours calendaires avant la date de tenue de la réunion. Aucun avis de convocation distinct ne sera requis pour les réunions qui se tiennent dans des lieux, à des dates et des heures spécifiés dans un calendrier adopté antérieurement par une décision du Conseil, de même que dans des cas d'urgence.

13.3 Il pourra être renoncé à l'exigence de l'avis de convocation par consentement unanime de tous les Gérants lors de la réunion du Conseil ou dans d'autres circonstances.

13.4 Le Président du Conseil présidera toutes les réunions du Conseil. En son absence, le Conseil pourra nommer un autre membre du Conseil en qualité de Président du Conseil par intérim par un vote de la majorité des Gérants présents ou représentés lors de cette réunion.

13.5 Les Gérants pourront agir lors de toute réunion du Conseil par l'intermédiaire d'un représentant ayant la qualité de gérant et désigné par écrit.

13.6 Un Gérant pourra participer à toute réunion du Conseil par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes prenant part à la réunion de s'entendre. La participation à une réunion par ces moyens vaudra participation en personne à cette réunion. Toutefois, tous les Gérants devront s'efforcer raisonnablement d'assister en personne aux réunions ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

13.7 Les Gérants pourront adopter des décisions par voie circulaire, dès lors que le scrutin intervient par écrit - par câblogramme, télégramme, télex ou télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire -, étant entendu que ladite décision devra être confirmée par écrit, au cas où tous les Gérants acceptent une telle procédure et adoptent les résolutions proposées de façon unanime. L'ensemble constituera le procès-verbal attestant de la décision, dont chaque Gérant devra recevoir une copie.

13.8 Le Conseil ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si une majorité des Gérants est présent ou représenté. Les décisions du Conseil seront adoptées à la majorité simple. L'abstention sera considérée comme un vote d'opposition, sauf dans le cas d'une abstention motivée par un conflit d'intérêt faisant obstacle à la participation du Gérant au scrutin. En cas d'égalité des voix, le Président du Conseil disposera d'une voix prépondérante.

13.9 Toutes les copies ou tous les extraits de procès-verbaux d'une réunion du Conseil ou des décisions écrites des Gérants devant être produits dans le cadre de procédures judiciaires ou autres devront être certifiés par un Gérant.

### **14. Représentation de la Société.**

14.1 Sous réserve des dispositions de la Loi de 1915 et des présents Statuts, la Société est valablement engagée ou représentée auprès de tiers par:

- si la Société est gérée par un Gérant Unique, la seule signature du Gérant Unique;
- en cas de pluralité de Gérants, la signature conjointe de deux Gérants;

- la seule signature de toute personne à qui un tel pouvoir aurait été délégué conformément à l'article 12.2.

### **15. Conflits d'intérêts.**

15.1 Aucun contrat ni aucune autre entreprise entre la Société et une autre société ou firme ne seront invalidés ou remis en cause du seul fait qu'un ou plusieurs des représentants dûment autorisés de la Société, y compris de manière non limitative un Gérant, (i) y aurait un intérêt personnel ou (ii) serait un représentant dûment autorisée et/ou un associé/ actionnaire de ladite autre société ou firme (le «Représentant Conflictuel»).

15.2 Sauf stipulation contraire ci-après, le Représentant Conflictuel ne sera pas exclu d'office des délibérations ou de la mise aux voix de ladite transaction, dudit contrat ou de toute autre question de cette nature. Concernant tous les contrats ou autres questions (i) ne relevant pas de l'expédition des tâches courantes de la Société, (ii) n'étant pas conclus dans le cadre de la gestion courante de l'entreprise et (iii) n'étant pas conclus aux conditions du marché, le Représentant Conflictuel devra informer le Conseil de tout intérêt personnel de ce type et ne participera pas aux délibérations ou à la mise aux voix de ladite transaction ou de toute autre question, les Associés devant être avisés de ladite transaction ou autre question ainsi que de l'intérêt du Représentant Conflictuel à cet égard.

### **16. Indemnisation des Gérants.**

16.1 La Société indemnifiera son ou ses Gérants et, le cas échéant, leurs successeurs, héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs, pour tous dommages et toutes dépenses raisonnablement encourus dans le cadre d'une action, d'un procès ou d'une procédure auquel le ou les gérants seraient parties en leur qualité d'ancien(s) Gérant(s) ou de Gérant(s) actuel(s) de la Société ou à la demande de la Société ou de toute société dont la Société est un actionnaire/ associé ou un créancier et ce, si et dans la mesure où ledit ou lesdits Gérants ne peuvent se prévaloir d'aucune indemnisation de la part d'une telle autre société.

16.2 L'indemnisation ne sera accordée que dans la mesure où le ou les Gérants ne seront pas jugés de manière définitive, dans le cadre d'une action, d'un procès ou d'une procédure, comme étant responsables d'une négligence ou d'une faute grave.

16.3 En cas de règlement amiable, l'indemnisation ne sera accordée que si et dans la mesure où le conseil juridique de la Société lui indique que le ou les Gérants n'ont pas manqué à leurs obligations.

16.4 Le droit susmentionné à indemnisation n'exclut pas les autres droits dont le ou les Gérants et, le cas échéant, leurs successeurs, héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs pourraient se prévaloir.

## **Associés**

### **17. Convocation des assemblées des Associés.**

17.1 Les Assemblées des Associés seront convoquées par tout Gérant de la Société ou tout Associé.

17.2 Une Assemblée des Associés sera convoquée par courrier recommandé (courrier recommandé remis en mains propres, courrier recommandé ou courrier recommandé avec avis de réception) adressé à chaque Associé, et faisant état du lieu, de la date, de l'heure et de l'ordre du jour et adressé au moins quatre (4) semaines au préalable. Le délai de convocation commencera à courir le jour de l'envoi par la poste. Le jour de tenue de l'Assemblée des Associés ne sera pas pris en compte dans le calcul du délai de convocation. Tout Associé sera en droit de renoncer à son droit à être dûment convoqué à une Assemblée des Associés.

### **18. Quorum et lieu de tenue.**

18.1 Les Assemblées des Associés se tiendront au siège social de la Société ou à l'endroit indiqué dans l'avis de convocation adressé aux Associés, conformément aux stipulations de l'article 17.2 des Statuts.

18.2 Sous réserve de la deuxième phrase de l'article 21.1 des Statuts, une Assemblée des Associés n'atteindra le quorum qu'à condition qu'au moins 50 % du capital social soit représenté (en personne, par conférence téléphonique ou par tout autre moyen de communication, ou encore par l'intermédiaire d'un mandataire conformément à l'article 19 des Statuts).

### **19. Présence et mandataire.**

19.1 Chaque Associé pourra se faire accompagner ou représenter à une Assemblée des Associés par un juriste, fiscaliste ou commissaire aux comptes, lesquels seront tenus par une obligation de confidentialité en vertu du code de déontologie régissant leur profession, ou encore par un gestionnaire de patrimoine ou par tout autre représentant dûment habilité en vertu, en tout état de cause, d'une procuration écrite, d'une télécopie, d'un câblogramme, d'un télégramme ou d'un télex.

19.2 Les Associés Majoritaires seront habilités à nommer une personne, n'ayant pas nécessairement la qualité d'Associé, qui sera habilitée à participer aux Assemblées des Associés en qualité d'observateur.

**20. Assemblée plénière.** Si tous les Associés sont présents ou représentés et approuvent l'adoption d'une résolution, d'autres résolutions pourront également être valablement adoptées et ce, même en cas de non-respect des dispositions légales ou des stipulations des Statuts relatives à la convocation, à l'annonce et à l'organisation d'une Assemblée des Associés.

## **21. Stipulations générales applicables aux résolutions des Associés.**

21.1 Toutes les résolutions des Associés seront adoptées par les Associés représentant plus de la moitié du capital social émis de la Société, sauf disposition légale ou stipulation contraire des Statuts. Dans l'éventualité où ladite majorité ne serait pas atteinte lors de la première assemblée, les Associés seront convoqués ou consultés une seconde fois, par courrier recommandé conformément aux stipulations de l'article 17.2 des Statuts, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix, quelle que soit la proportion du capital social émis représentée, sans qu'aucun quorum ne soit applicable à cette seconde assemblée.

21.2 Toute modification des Statuts ou tout changement de nationalité de la Société exigera le consentement unanime des Associés.

21.3 Chaque Part ouvre droit à un vote. Les abstentions seront réputées être des votes non émis, sauf dans le cas d'une abstention motivée par un conflit d'intérêts faisant obstacle à la participation au vote de l'Associé concerné.

21.4 Les résolutions des Associés ne pourront être remises en question par un Associé que dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de réception par l'Associé de la copie du procès-verbal écrit faisant état de la résolution des Associés concernée.

21.5 Toutes les copies ou tous les extraits de procès-verbaux d'une Assemblée des Associés ou des décisions écrites des Associés devant être produits dans le cadre de procédures judiciaires ou autres devront être certifiés par un membre du Conseil.

## **22. Résolutions des Associés en dehors des assemblées.**

22.1 Un Associé pourra prendre part aux Assemblées des Associés en se faisant représenter par un mandataire n'ayant pas nécessairement la qualité d'Associé, désigné par écrit, par télécopie, par câblogramme, par télégramme ou par télex. Sauf disposition légale ou stipulation statutaire contraire, les résolutions seront adoptées à la majorité simple des voix des Associés représentant plus de la moitié du capital social émis de la Société. Les copies ou extraits du procès-verbal de l'assemblée devant être produites dans le cadre de procédures judiciaires ou autres seront signés par un membre du Conseil de la Société.

22.2 Si et tant que la Société ne compte pas plus de vingt-cinq (25) Associés, les décisions collégiales adoptées selon toutes autres modalités à l'occasion de l'Assemblée des Associés seront considérées comme valables dès lors que le scrutin est écrit. Dans ce cas, chaque Associé recevra le texte des résolutions ou décisions à adopter et votera par scrutin écrit.

## **23. Matières Réservées aux Associés.**

23.1 Sous réserve des dispositions de tout Pacte d'Associé, les matières suivantes requerront l'approbation de tous les Associés:

- toute modification des Statuts ou de la structure du capital de la Société ou l'émission de nouvelles parts sociales, tout changement dans le capital ou la création, l'attribution ou l'émission de parts sociales ou de tout autre titre ou l'octroi de toute option ou droits de souscrire ou la conversion de ne importe quel instrument en parts sociales ou valeurs mobilières;
- toute réduction du capital social ou la modification des droits attachés à une catégorie d'actions ou tout rachat, achat ou autre acquisition par la Société de parts sociales ou d'autres titres de la Société;
- la conversion de la forme de la Société dans une autre forme que la société à responsabilité limitée ou, dans la mesure permise par la loi luxembourgeoise, un changement dans la juridiction du siège de la Société (y compris le déménagement du siège administratif à l'étranger);
- toute demande de la cotation des actions ou d'autres titres de la Société sur une bourse de valeurs ou d'autorisation pour les transactions sur les actions ou d'autres titres de la Société sur un marché des valeurs mobilières;
- l'émission par la Société d'une débenture ou d'un prêt (garantis ou non);
- la présentation de toute demande de liquidation de la Société;
- tout changement important de la nature ou de la zone géographique des affaires de la Société;
- la vente, la scission, la transformation, ou la liquidation de la Société ou toute consolidation, fusion de la Société avec une autre société;
- l'acquisition d'autres biens immobiliers;
- l'octroi de prêts ou instruments similaires;
- la conclusion d'accords de prêts ou autres accords de prêts avec un Associé, une Société Affiliée d'un Associé, une Autre Contrepartie Pertinente ou une Société Affiliée d'une Autre Contrepartie Pertinente;
- les accords de prêt ou instruments similaires qui ne sont pas sans lien de dépendance;
- la conclusion ou la variation de toute transaction par la Société avec (i) un Associé ou (ii) un Gérant.

## **Exercice social, Distributions des bénéfices**

**24. Exercice social.** L'exercice social de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre.

## 25. Approbation des états financiers.

25.1 Aux termes de chaque exercice social, les comptes seront clôturés et le Gérant Unique ou le Conseil selon le cas établira les comptes annuels de la Société conformément à la législation luxembourgeoise.

25.2 Le Gérant Unique ou le Conseil selon le cas soumettra les comptes annuels de la Société aux Associés pour approbation.

25.3 Chaque Associé sera habilité à inspecter les comptes annuels au siège social de la Société conformément aux dispositions légales en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg.

**26. Affectation des bénéfices.** Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société seront affectés à la réserve légale stipulée par la législation luxembourgeoise. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que ladite réserve aura atteint dix pour cent (10 %) du capital social souscrit de la Société. Les Associés décideront des modalités d'affectation du solde des bénéfices nets annuels conformément au Pacte d'Associés.

**27. Acomptes sur dividende.** Le Gérant Unique ou le Conseil selon le cas sera habilité à verser des acomptes sur dividende, sous réserve que les comptes intermédiaires aient été établis et qu'ils laissent apparaître des fonds disponibles suffisants qui permettent une telle distribution, ce sous réserve du strict respect des dispositions de la Loi de 1915 et des stipulations de tout Pacte d'Associés.

## Dissolution, Liquidation

### 28. Dissolution et liquidation.

28.1 La Dissolution de la Société pourra être décidée par ses Associés statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour la modification des présents Statuts, sauf disposition contraire dans la législation du Grand-Duché de Luxembourg.

28.2 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par un ou plusieurs liquidateurs désignés par les Associés, qui fixeront les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

28.3 Après apurement de toutes les dettes et de tous les frais dus par la Société, y compris les taxes et dépenses inhérents à la procédure de liquidation, les actifs nets restants de la Société seront distribués aux Associés conformément à tout Pacte d'Associés.

## Droit applicable

**29. Droit applicable.** Toutes les questions non réglées par les présents Statuts seront régies par la Loi de 1915.

## Définitions

**30. Définitions.** «Assemblée(s) des Associés» signifie la ou les assemblées des associés de la Société;

«Associés» signifie les associés de la Société;

«Autre Contrepartie Pertinente» signifie Pramerica Real Estate International AG, Pramerica Financial Ltd. (UK), Pramerica CB German Retail LLC (US) et Stoke Park Capital GmbH;

«Changement de Contrôle» est réputé s'être produit si, à ce même moment, une personne (ou un groupe de personnes agissant conjointement) autre que la personne majoritaire assure le Contrôle sur l'Associé;

«Contrôle», à moins que le contexte ne s'y oppose, signifie le pouvoir d'une personne (ou les personnes agissant de concert) de contrôler, par voie de propriété ou par la possession de droits de vote ou les dispositions d'une convention ou d'un document ou autrement, le fait que les affaires d'une autre soient menées directement ou indirectement conformément aux souhaits de cette personne (ou les personnes agissant de concert); et "contrôlée" sera interprété en conséquence. À ces fins, "personnes agissant de concert", par rapport à une personne, sont des personnes qui coopèrent activement, conformément à un accord ou une entente (formelle ou informelle) en vue de l'obtention ou du contrôle de cette personne;

«Disposer» signifie, par rapport à une Part Sociale ou un Prêt d'Associé selon le cas, (i) la vente, la cession ou le transfert; (ii) la création ou laisser subsister tout gage, hypothèque, privilège ou tout autre intérêt ou charge; (iii) la création d'une fiducie ou l'octroi de toute option, droit ou intérêt; (iv) l'entrée dans tout accord, arrangement ou entente à l'égard des droits de votes ou le droit de recevoir des dividendes ou d'autres paiements; (v) la renonciation ou la cession de tout droit de souscrire ou de recevoir une Part Sociale ou de tout intérêt légal ou bénéficiaire dans une Part Sociale; (vi) de tout accord de faire tout ce qui précède, sauf un accord qui est conditionnel au respect des dispositions de tout Pacte d'Associé; (vii) la transmission de plein droit;

et "une Disposition" et "Disposé" seront interprétés en conséquence.

«Pacte d'Associés» signifie tout contrat instituant une joint-venture ou tout pacte d'associés que les Associés sont habilités à conclure relativement à la Société.

«Parts Sociales» signifie les parts sociales de la Société.

«Prêts d'Associés» signifie un prêt d'un Associé ou d'une Société Affiliée d'un Associé à la Société;

«Société Affiliée» signifie relativement à une personne spécifique, toute autre personne directement ou indirectement Contrôlée par, Contrôlant directement ou indirectement ou sous le Contrôle commun direct ou indirect de ladite

personne spécifique, étant entendu que la Société ne pourra être considérée comme étant la Société Affiliée d'un Associé et que la Société Affiliée cesse d'être une Société Affiliée s'il y a un Changement de Contrôle dans cette Société Affiliée."

#### *Troisième résolution*

Les Associés prennent note de la démission de Mr. Scott Hall comme gérant A, Mr. William Kent Crittenden comme gérant A, Mr. Jean-Marc McLean comme gérant B et Mme Virginia Jennifer Strelen comme gérant B du conseil de gérance de la Société, avec effet à la date des présentes résolutions.

#### *Quatrième résolution*

Les Associés décident de nommer:

- Monsieur Rüdiger Schwarz, né le 27.04.1973 à Regensburg (Allemagne), résidant professionnellement au 2, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- Monsieur Enrico Baldan, né le 04.07.1974 à Dolo (Italie), résidant professionnellement au 2, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et

- Pramerica Luxembourg Corporate Directorship S.à r.l., une société à responsabilité limitée, établie et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de EUR 12.500,-, et immatriculée auprès du RCS sous le numéro B 103370, comme gérants de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

#### *Coûts*

Les coûts, dépenses, rémunérations ou charges de toutes sortes qui devront être supportés par la Société suite au présent acte sont estimés approximativement à EUR 1.700,-.

#### *Déclaration*

Le Notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise et française, déclare que le présent acte est rédigée en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la requête des parties comparantes, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date mentionnée en en-tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, agissants en qualités telles que définies ci-avant, connus du notaire par noms, prénoms, états civils et résidences, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. HALL, V. J. STRELEN, S. LOUIS, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 05 février 2015. Relation: 1LAC/2015/3656. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 février 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015025927/778.

(150029143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

### **MK Astro Lux Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 15.000,00.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 192.385.

#### *Extrait des résolutions de l'associé unique du 31 décembre 2014*

L'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- de nommer Ben Roberts, née le 9 février 1983 Washington, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au 6363 N. State Highway 161, Suite 601, Irving, Texas 75038, en tant que gérant A de la Société avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015 et ce pour une durée illimitée;

- d'accepter la démission de Jonathan Fiorello en leur qualité de gérants A de la Société avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015; Luxembourg, le 31 décembre 2014.

Référence de publication: 2015009989/15.

(150010922) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.

**Cyrus Investissements, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 1, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 174.303.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PRIVATE INVESTMENT TRUST SARL

Signature

Référence de publication: 2015010475/11.

(150011833) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

---

**BIP Investment Partners S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1356 Luxembourg, 1, rue des Coquelicots.

R.C.S. Luxembourg B 75.324.

Les actionnaires de BIP Investment Partners S.A. sont invités à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE**

qui se tiendra au siège de BGL BNP Paribas S.A., 50, avenue J.F. Kennedy, L - 2951 Luxembourg, le vendredi 27 février 2015 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Approbation des comptes annuels statutaires et consolidés de l'exercice 2014 sur base du rapport de gestion du conseil d'administration pour l'année 2014 et du rapport du réviseur d'entreprises agréé pour l'année 2014
2. Affectation des résultats
3. Décharge à donner aux administrateurs pour l'exercice 2014
4. Nominations statutaires
5. Fixation de la rémunération du conseil d'administration pour l'exercice 2015
6. Désignation du réviseur d'entreprises agréé pour contrôler les comptes de l'exercice 2015

Référence de publication: 2015017853/18.

---

**Samena (Lux) Global Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 178.133.

The Board of Directors is pleased to invite the Shareholders of the SICAV to attend the

**EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

which will be held at the registered office of the SICAV on 27 February 2015 at 9.00 a.m. to deliberate on the following :

*Agenda:*

- Change of the corporate name of the SICAV to RAM (LUX) TACTICAL FUNDS II with effect on 1st April 2015 and amendment of Article 1 of the Articles of Association as a consequence
- Change of the characteristics of bearer shares and amendment of Articles 7, 8, 9, 10, 11, 12, 25 and 31 of the Articles of Association as a consequence

The Meeting may only validly deliberate if at least half of the share capital is present or represented. To be validly adopted, resolutions must be approved by at least two thirds of the Shareholders' votes cast. Proxy forms and the draft text of the updated articles of association may be obtained free of charge upon request at the registered office of the SICAV.

Registered Shareholders shall be admitted upon producing proof of their identity, provided that they have advised the Board of Directors (fax: +352 49 924 2501 - ifs.fds@bd.l.lu) that they intend to attend the Meeting at least five clear days prior to the Meeting.

The prospectus, the key investor information documents, the articles of association and the latest periodic reports may be obtained free of charge at the registered office of the SICAV.

Référence de publication: 2015022229/755/23.

---